

AVERTISSEMENT: Les opinions émises dans ce document n'engagent que leurs auteurs. Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la Défense, ni institutionnelle.

Hommage

A Bastien Irondelle

Éditorial

Systèmes régionaux comparés,
Par Frédéric Charillon, directeur de l'IRSEM

Dossier

Qu'attendre de l'élection du nouveau président iranien ?
Par Pierre Razoux, Bernard Hourcade, Marjorie Bordes-Baillé, Thierry Coville, Houchang Hassan-Yari, Gilles Riaux, Pierre Pahlavi, Clément Therme, Mélissa Levallant, Michel Makinsky

Livres du mois

Prix Bienne

Ouvrages reçus

Actualité de l'IRSEM

Remerciements
Dernièrement à l'IRSEM
Nos chercheurs
Prochainement avec l'IRSEM

Informations

Abonnement: [Inscription](#)

Directeur de Publication: Frédéric Charillon
Coordination: Amiral Jean-François Morel
Webmestre: Nicolas Segall

Retrouvez l'intégralité des autres numéros sur : www.defense.gouv.fr/irsem

Suivez nous avec :  

Hommage



L'IRSEM apprend avec une immense tristesse la disparition de notre jeune collègue et ami Bastien Irondelle.

Fidèle de notre institut (et avant même la création de celui-ci, fidèle de l'ancien C2SD dont il comptait parmi les « Jeunes chercheurs »), Bastien avait participé à nos tous premiers colloques, et produit plusieurs de nos travaux importants.

Ayant choisi d'emblée les études de défense avec conviction et détermination, il était l'un des chercheurs les plus dynamiques de sa génération, depuis sa thèse réalisée sous la direction de Samy Cohen. Son ouvrage publié en 2011, *La réforme des armées : sociologie de la décision* (Presses de Sciences Po), est rapidement devenu une référence, riche d'enseignements contre-intuitifs sur l'élaboration par Jacques Chirac du passage à l'armée de métier.

Chargé de recherche au CERI, il a pu y développer sa réflexion sur les politiques de défense, le recrutement dans les armées, les enjeux de l'eupéanisation dans le domaine militaire ou bien encore le renseignement. Ce parcours a su constituer la preuve qu'une carrière académique dans ce champ était possible. Son passage récent au Saint Antony's College d'Oxford comme chercheur associé, ses contributions régulières aux congrès européens et nord-américains de science politique, avaient témoigné d'une reconnaissance internationale plus que méritée. Pointu dans ses travaux, intransigeant sur la méthode scientifique, il était l'un des rares chercheurs français que le recours aux méthodes quantitatives n'effrayait pas. Franc, ouvert, il défendait ses convictions sans concession mais avec tolérance, comme un adepte du débat pluraliste qu'il était.

Sa disparition précoce est d'abord une perte cruelle pour sa famille, à laquelle nous pensons tout particulièrement aujourd'hui. Ses collègues et amis garderont l'image de sa clairvoyance autant que de sa gentillesse. Il laisse un vide scientifique important.

Frédéric Charillon & Frédéric Ramel

Éditorial

Systèmes régionaux comparés

Le débat en cours sur le rééquilibrage américain en direction de l'Asie oriente aujourd'hui une grande partie de la réflexion stratégique vers une question qui pourrait être fautive : l'Extrême-Orient se substitue-t-il au Moyen-Orient en tant que priorité politique ?

Fausse en premier lieu parce que la région Moyen-Orient saura toujours se rappeler à notre souvenir et s'imposer sur les agendas des chancelleries, comme l'illustrent aujourd'hui avec force le drame syrien, la tension égyptienne, l'abcès de fixation palestinien, la poudrière irakienne ou l'inconnue iranienne. Avec ou sans les sables bitumineux d'Amérique du Nord, le Levant, le Golfe, la vallée du Nil, le Maghreb, l'ensemble de la Méditerranée, ne disparaîtront pas des radars politiques. Générateurs de déséquilibres et donc de conflits, laboratoires pour les nouveaux registres d'action des acteurs transnationaux et les entrepreneurs de violence, mais aussi pour les revanches des sociétés, les dynamiques d'affirmation citoyenne ou la réinvention du politique; les pays de la zone, à raison de leur instabilité, restent au cœur et non à la périphérie de la politique internationale, tout particulièrement pour l'Europe, sa voisine stratégique.

Fausse surtout parce que la véritable question n'est pas celle de la substitution d'un système régional prioritaire à un autre, mais bien celle de la comparaison de ces systèmes régionaux, de leurs ressemblances, de leurs transitivités éventuelles, et de l'impact de celles-ci sur les questions stratégiques globales.

Le système régional est pris ici au sens d'un ensemble d'acteurs, de l'ensemble de leurs pratiques, de leurs rapports de force régissant leurs interdépendances. Des ensembles qui dans une région donnée font système, c'est-à-dire donnent lieu à un fonctionnement qui, du fait de ses normes et ses règles, écrites ou non écrites, est identifiable par ses membres aussi bien que par les acteurs qui y sont géographiquement extérieurs. Un système régional peut naturellement comprendre lui-même des sous-systèmes (Asie du Nord-Est, du Sud, du Sud-Est, etc.).

De la comparaison entre l'Asie et le Moyen-Orient, se dégagent plusieurs questions.

La première est celle du **système réel**, de ses caractéristiques. Ce système voit s'affronter un ou plusieurs hégémons locaux d'une part, un ou plusieurs hégémons extérieurs d'autre part. On retrouve ici la question du nombre de joueurs, autrement dit celle de la polarité. Assiste-t-on aujourd'hui au retour d'une bipolarité confinée à l'Asie, qui obligerait les acteurs régionaux à s'aligner soit sur Pékin, soit sur Washington ?

Aucun des États de la région ne souhaite ce scénario (encore que certains observateurs prêtent au Japon une faiblesse coupable pour une telle évolution). Mais la question est de savoir s'il n'a pas déjà lieu, comme pourraient l'indiquer les débats récents au sein de l'ASEAN. Même question pour le Moyen-Orient : assiste-t-on au recentrage progressif des enjeux sur une dialectique américano-iranienne, où les contacts récents entre Washington et Téhéran seraient une reconnaissance de cet état de fait par les deux protagonistes ? Au contraire, la crise syrienne démontrerait-elle l'émergence d'une nouvelle gestion multipolaire des affaires régionales, mais sans acteur local ? Dans les deux cas, une même question : qui sont les véritables acteurs structurants ?

Deuxième question : celle du **système souhaitable**.

Faut-il encourager le recentrage d'une région sur une co-gestion par deux acteurs majeurs, comme la théorie de la stabilité par l'équilibre le propose ? Faut-il plutôt encourager la stabilité hégémonique, c'est-à-dire la sous-traitance d'une région entière à un dominant unique ? Celui-ci doit-il être local ou extérieur ? Doit-on encore encourager la polyarchie, soit la coexistence de plusieurs forces qui s'annulent ? Dans tous ces cas de figure, quelles leçons tirer de l'expérience asiatique pour le Moyen-Orient, et inversement ?

Troisième question : celle de la **possibilité de « déviants durables » au sein de ce système**. La plupart des systèmes, connaissent des déviants. La Corée du Nord joue incontestablement ce rôle en Asie. Qui le jouera demain au Moyen-Orient ?

A fortiori si nous assistons à un réengagement de Téhéran, après la disparition de la plupart des dictateurs de la zone. La Syrie de Bashar al-Assad pourrait contre toute attente jouer ce rôle, ce qui – on en conviendra – s'éloigne sensiblement des nombreuses prédictions assurant depuis deux ans que sa disparition est proche et inéluctable. Pour poser la question autrement, et de façon guère plus rassurante : pourrait-on assister à la « nord-coréanisation » de la Syrie, l'atome en moins ? « Nord-coréanisation » au sens d'un acteur devenu certes infréquentable, mais enkysté régionalement par le soutien sans faille d'un grand voisin puissant : la Chine pour la Corée, l'Iran doublé même de la Russie pour la Syrie baasiste. Parce qu'un acteur est déviant par nature, son caractère infréquentable ne conduit plus à

sa disparition : si l'on entend souvent que « Bashar n'est pas l'avenir de la Syrie », peut-on en revanche assurer que les descendants de Kim Jong-il n'ont jamais été sérieusement présentés comme l'avenir de la Corée du Nord ? Reste toutefois la question des impacts local (sur le Liban notamment) et global d'un tel scénario: seraient-ils acceptables pour les acteurs internationaux majeurs ?

Enfin, la quatrième question est celle de **l'intelligibilité des systèmes régionaux actuels**: ces systèmes font-ils toujours système, et faut-il continuer de les voir en tant que tels ?

Pour nous convaincre de la complexité de notre affaire, gardons simplement à l'esprit et sans plus de commentaires, ces deux faits observables en fin d'année 2013 que nul n'aurait jugé vraisemblables il y a peu encore. En Egypte, la population du plus grand pays arabe défile dans les rues de la capitale pour accuser le Président des États-Unis d'être le complice... des Frères Musulmans. Dans les principaux *think tanks* de Washington, à la question « quel est aujourd'hui votre allié le plus fiable en Asie ? », la réponse immédiate est dans presque tous les cas : « Le Vietnam ». Il y a certes plus de permanence qu'en apparence dans ces deux anecdotes : une permanence de l'anti-américanisme au Moyen-Orient, une permanence de la *Realpolitik* et du rejet de la puissance chinoise par certains de ses voisins en Asie.

Mais que de revirements brusques, auxquels il devient difficile d'adapter, chaque fois en très peu de temps, nos visions stratégiques... Est-ce à dire que tous les schémas connus, ceux de l'hégémon, de la stabilité par les équilibres polaires, de la sous-traitance à des gendarmes régionaux, de l'allié privilégié, sont désormais caducs ? Y a-t-il une tendance définitive à la perte croissante et globale d'intelligibilité des systèmes, ou bien ne sont-ce que des turbulences passagères et marginales touchant davantage certaines régions que d'autres ? À l'éclatement des acteurs au Moyen-Orient répond la constitution d'un système de rivalité américano-chinoise en Asie.

L'incertitude stratégique implique les systèmes régionaux qui doivent être questionnés désormais selon des grilles de lecture nouvelles, et selon une perspective comparatiste. Et ce, pour ne plus avoir à réhabiliter des jeux à somme nulle, mais appréhender l'existence ou non de systèmes régionaux distincts, mesurer les différences et les similitudes de ces systèmes...Et en tirer toutes les leçons nécessaires.

Frédéric Charillon,
Directeur de l'IRSEM

Dossier

Qu'attendre de l'élection du nouveau président iranien ?

Obnubilés par la crise syrienne, les Européens oublient que son issue dépendra très probablement d'un marchandage avec Téhéran. À cet égard, l'élection en juin dernier de Hassan Rouhani à la présidence de la République islamique semble indiquer que le pouvoir iranien se tient prêt désormais à conduire une négociation globale avec l'Occident en général et les États-Unis en particulier. À Téhéran, chacun semble comprendre que le temps joue désormais contre l'Iran, que les sanctions économiques sont efficaces, tout comme les actions clandestines visant le programme nucléaire iranien, et qu'il est urgent de sortir le pays de l'isolement et d'attirer massivement les capitaux étrangers pour mettre en valeur les importantes réserves gazières et pétrolières du pays. Le Guide Ali Khamenei n'a pas oublié l'épisode douloureux de la fin de la guerre Iran-Irak, lorsque l'ayatollah Khomeiny ne s'était résolu à mettre un terme à sa croisade contre Saddam Hussein qu'une fois les caisses de la République islamique vides et les États-Unis préparés à intervenir directement contre l'Iran, après avoir humilié l'armée iranienne au cours d'une bataille aérienne d'envergure, au large du détroit d'Ormuz¹. La marge de négociation du pouvoir iranien avait été alors nulle et l'économie iranienne avait mis dix ans à s'en relever.

C'est en ayant à l'esprit ce contexte que l'IRSEM a choisi de donner la parole à une dizaine d'experts, sous ses aspects les plus divers, mais toujours complémentaires.

Pour certains d'entre eux, les élites dirigeantes iraniennes préféreraient négocier aujourd'hui avec les États-Unis, tant qu'elles disposent encore d'une marge de manœuvre. Au crépuscule de sa vie, Ali Khamenei souhaiterait laisser sa trace dans l'histoire non pas comme celui qui aurait précipité l'asphyxie du peuple iranien, mais comme celui qui aurait permis la normalisation avec l'ennemi d'hier, fort de sa stature de résistant historique à l'oppression extérieure. Il ne s'agirait nullement d'instituer des liens amicaux avec Washington, mais seulement des liens fonctionnels qui permettraient de rétablir les relations diplomatiques, de lever les sanctions économiques, de stopper les actions clandestines, d'obtenir des garanties de sécurité (notamment pour la communauté chiite au Liban) et d'attirer les capitaux étrangers. Bien sûr, une telle normalisation impliquerait un grand marchandage portant notamment sur la mise sous contrôle international du programme nucléaire iranien.

Pour d'autres, la principale difficulté à laquelle se heurtera Hassan Rouhani sera de satisfaire les agendas politiques difficilement conciliables de la frange réformiste et de la mouvance ultraconservatrice. D'autres encore doutent de la capacité du régime à se remettre en cause et rappellent qu'Hassan Rouhani reste le produit du système clérical iranien qui l'a façonné et auquel il appartient. Tous insistent toutefois sur la nécessité de trouver une issue négociée au dossier nucléaire pour faire tomber les sanctions et relancer l'économie. Quoi qu'il en soit, il convient de se remémorer les leçons du conflit Iran-Irak qui démontrent que le pouvoir iranien est parfaitement rationnel, pragmatique et comprend très bien les notions de rapports de forces et de dissuasion. Il sait que si de nombreux États sont prêts à lui acheter son pétrole, voire à lui vendre des armes, aucun n'est en revanche disposé à lui prêter le moindre argent, pas même la Russie ou la Chine. En d'autres termes, les sanctions économiques constituent une arme puissante contre Téhéran. À condition, bien sûr, de disposer d'un temps suffisant pour qu'elles produisent leurs effets.

L'étude du conflit Iran-Irak montre aussi que le pouvoir iranien pratique la guerre asymétrique (attentats, kidnappings). Avant de s'engager dans un processus de confrontation (directe ou indirecte) avec le régime iranien, que ce soit en Syrie, au Liban, en Iran (en cas de frappes contre le programme nucléaire) ou ailleurs, l'expérience montre qu'il convient d'analyser très soigneusement la portée de ses actes. Cela ne signifie pas qu'il ne faille pas agir, cela signifie simplement qu'il faut être conscient de toutes les répercussions qui risquent d'en découler et qu'il faut être prêt à y faire face avec des moyens adaptés.

Quoi que l'on en pense, cette volonté de normalisation semble partagée par le président Barack Obama, bien conscient qu'elle permettrait d'apaiser bien des crises régionales au Moyen-Orient (Golfe, Irak, Syrie, Liban) et d'influencer positivement la résolution du dossier palestinien. Affaibli sur le front intérieur, le président américain, désireux de laisser sa marque dans l'histoire, rêverait de rééditer l'exploit de Nixon qui, à la surprise générale, était parvenu à rétablir des relations cordiales avec la République populaire de Chine de Mao. Il sait que sa politique d'ouverture à l'égard de l'Iran est gagnante dans tous les cas, car si Téhéran refusait la main tendue, il lui suffirait de poursuivre une stratégie de ferme endiguement qui aurait de nombreux avantages : renforcer l'emprise de Washington vis-à-vis des pétromonarchies du Golfe tout en convaincant ces dernières d'acheter toujours plus d'armes, faisant ainsi tourner les usines américaines. Son seul souci consiste à éviter de se laisser entraîner dans un conflit armé avec l'Iran. C'est donc sur ce terrain que vont probablement tenter de l'amener ses adversaires.

¹ Opération « Praying Mantis » le 18 avril 1988

À cet égard, il convient de souligner le nombre croissant de tribunes publiées outre-Atlantique pour suggérer les bénéfices que les États-Unis tireraient d'une normalisation avec l'Iran, tout particulièrement à l'heure où Washington se préoccupe de son prochain désengagement d'Afghanistan, de la fragilisation de l'Asie centrale, de l'avenir inquiétant de l'Égypte et de la Syrie, pour ne rien dire de l'évolution imprévisible des pétromonarchies. Le simple fait qu'un grand éditeur new-yorkais ait accepté de publier l'ouvrage de Flynt et Hillary Leverett, un couple d'analystes de la CIA et du NSC ayant eu à gérer le dossier iranien et bien connu pour défendre avec acharnement la thèse d'un rapprochement nécessaire avec Téhéran, témoigne de l'évolution de l'atmosphère politique à Washington². Très documenté, cet ouvrage engagé, qui explique pourquoi les États-Unis ne sont pas parvenus à changer le régime iranien et pourquoi ils doivent désormais rechercher une normalisation mutuellement bénéfique, se termine par une charge contre les milieux néoconservateurs et certains groupes d'influence au Congrès. Le simple fait que cet ouvrage ait pu être publié par un grand éditeur new-yorkais témoigne de l'évolution de *l'establishment* américain.

Souhaitable à bien des égards, cette normalisation fait face aujourd'hui à trois obstacles. Tout d'abord, une surenchère iranienne liée à un bouleversement politique imprévu (décès du Guide, nouvelles manifestations, coup de force des pasdarans, intervention militaire étrangère en Syrie ou en Iran). Ensuite, l'obstruction du Congrès américain engagé dans une campagne de dénigrement systématique des initiatives prises par le président Obama. C'est sans doute la raison pour laquelle Barack Obama se montre si ferme sur le dossier syrien, car il comprend que les Iraniens n'accepteront jamais de négocier avec lui s'il se montre incapable d'emporter l'appui du Congrès sur un sujet concernant l'avenir de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient. À cet égard, vu de Téhéran et de Washington, la gestion du dossier syrien a valeur de test pour une possible normalisation entre les États-Unis et l'Iran. Enfin, dernier obstacle, l'opposition affichée d'Israël et de l'Arabie saoudite qui redoutent qu'une telle normalisation ne vienne affaiblir leur posture régionale.

Même si cette normalisation est loin d'être acquise, ne serait-il pas temps pour les Européens de réfléchir à ses conséquences ?

*Pierre Razoux,
Directeur de recherches chargé du pôle sécurité régionale à l'IRSEM*

² LEVERETT Flynt and Hillary , *Going to Tehran – Why the US must come to terms with the Islamic Republic of Iran*, Metropolitan Books, 2013, 478 p.

Iran priorité à la nation

La révolution iranienne de 1979 a mis sur le devant de la scène l'islam politique et le chiisme. Tout a été dit et écrit sur ce choc politique et idéologique et les outrances souvent meurtrières de la jeune République islamique d'Iran immédiatement confrontée à la guerre. Nombre d'hommes politiques et la plupart des médias ont forgé leur analyse de l'Iran sur ces années noires en oubliant les composantes républicaine et nationale du nouveau régime en place à Téhéran.

Le régime islamique a réussi à surmonter ses crises internes sans mettre le pays à feu et à sang (contrairement à ce qui se passe dans plusieurs pays voisins). La réflexion politique et les contraintes de l'exercice du pouvoir ont fait évoluer les rapports de force intérieurs. Les plus radicaux des leaders islamistes des années 1980, comme l'ancien Premier ministre, Mir-Hosseyn Moussavi ou Mohsen Reza'i, qui commanda pendant 18 ans le Corps des Gardiens de la Révolution, sont devenus les champions de la « modération » et de la « liberté ».

Malgré les apparences, tous les leaders de la République islamique ont eu l'habileté de donner une place visible aux relations internationales, tout en défendant les intérêts de leur pays. Pour gouverner l'Iran de façon efficace, il leur a fallu trouver un équilibre entre les forces nationalistes, islamistes et la mondialisation. En ayant trop écarté l'islam, le Shah est tombé ; en ayant trop favorisé l'islamisme et limité les relations internationales, M. Ahmadinejad a échoué. De leur côté, en surévaluant la culture iranienne, le nationalisme et l'ouverture internationale, les opposants extérieurs ou intérieurs ont été dans l'impossibilité de prendre le pouvoir.

Après trois décennies de domination de l'islam politique, l'élection de Hassan Rouhani en juin 2013 apparaît comme le résultat d'une expérience et d'une maturité politique, avec un nouvel équilibre entre toutes les composantes de l'identité politique de l'Iran. Certes, on ne saurait occulter la réalité des tensions et pressions internationales, mais les nouveaux rapports de force ouvrent incontestablement des perspectives de stabilité durable. Hassan Rouhani a-t-il les moyens politiques de ses ambitions? L'analyse du vote³ montre à la fois un fort consensus national, mais aussi les contraintes du futur gouvernement. L'Iran central, persan, chiite, conservateur et souvent proche du clergé, a voté clairement (même si parfois modérément) pour le nouveau président. Ce soutien est nécessaire mais n'est pas suffisant, comme Mahmoud Ahmadinejad a pu le constater. Par conviction ou par nécessité, les technocrates et la bourgeoisie « moderne », occidentalisée et urbaine, ont également manifesté leur soutien à ce religieux rationnel, efficace et ouvert au dialogue.

Le scepticisme de cette couche de la population et sa tradition d'abstention en font toutefois un allié prudent qui jugera sur les actes. Enfin, les populations sunnites, qu'elles soient persanophones (Khorasan), Baloutches ou Kurdes, ont voté à plus de 80% pour ce religieux chiite qui, comme jadis Mohammad Khatami, a affirmé l'égalité entre tous les musulmans et tous les citoyens iraniens. Ce vote de la principale minorité religieuse d'Iran est donc plus politique qu'ethnique. La forte minorité turcophone des Azéris a voté comme la moyenne nationale.

Le consensus autour de Hassan Rouhani ne s'est donc pas fait autour de l'islam, ni autour d'un nationalisme de combat comme sous le mandat de son prédécesseur, ni en faveur d'une ouverture sans réserve aux pays occidentaux. La priorité est allée à la nécessité de sauver une nation iranienne écrasée et appauvrie par les sanctions économiques internationales, menacée de bombardement par Israël, craignant un encerclement politique et religieux de l'Arabie saoudite et des monarchies sunnites qui veulent s'affirmer comme les nouveaux « gendarmes du Golfe ». Même le Guide Ali Khamenei a demandé aux Iraniens de voter en masse « si ce n'est pour l'islam du moins pour l'Iran ». Comme lors de l'invasion de l'Iran par l'armée de Saddam Hussein en 1980, mais dans un environnement intérieur et international bien différent, l'Iran donne à nouveau et de façon explicite la priorité à la nation, à la reconstruction économique et à la défense des intérêts nationaux.

Ce consensus national et la priorité absolue à rétablir des relations internationales « normales » (accord sur le nucléaire et levée des sanctions), ne doivent pas faire oublier la force des oppositions. Hassan Rouhani n'a recueilli que 50,7% des voix, ce qui traduit, sinon l'exact décompte des voix, du moins la réalité des rapports de force. Le courant conservateur et sa fraction la plus radicale (Mouvement de la résistance islamique « *Peydari* ») a, dit-on, les faveurs du Guide Ali Khamenei et n'acceptera pas une trop grande marginalisation de l'identité islamique du pays. Les « Réformateurs », partisans d'une ouverture très large au monde occidental et d'un changement plus radical de politique, sinon de régime, vont vite rappeler et manifester leurs espoirs et leurs ambitions. Enfin et surtout, les trois anciens Gardiens de la Révolution, Sa'id Jalili, Mohsen Reza'i et surtout le maire de Téhéran Mohammad-Bagher Qalibaf que l'on disait vainqueur une semaine avant l'élection, ont été sévèrement battus, mais ils totalisent presque 40% des voix. Une position d'attente ou un recours en cas d'échec ?

³ Se reporter à www.irancarto.cnrs

La victoire électorale de Hassan Rouhani est donc claire, mais limitée. Le succès de son gouvernement dépendra de sa réussite à très court terme à satisfaire les exigences souvent contradictoires de ses électeurs. La clé est en Iran, mais aussi au sein de la communauté internationale qui doit faire sa propre révolution culturelle et comprendre l'Iran dans toute sa complexité.

*Bernard Hourcade,
Directeur de recherche émérite CNRS « Mondes iranien et indien »*

L'élection de Hassan Rouhani peut-elle impacter les négociations sur le dossier nucléaire iranien ?

Investi le 3 août 2013, après une victoire sans appel au premier tour de l'élection présidentielle du 14 juin, Hassan Rouhani s'est engagé, dès sa première conférence de presse, à améliorer et multiplier ses relations diplomatiques, notamment avec les pays voisins, islamiques et non-alignés et à obtenir prioritairement un allègement des sanctions internationales qui asphyxient le régime.

Convaincu que l'orientation du nouveau gouvernement doit reposer sur son « interaction constructive avec le reste du monde » et conscient que les menaces iraniennes sous la présidence de son prédécesseur n'avaient réussi qu'à renforcer les liens stratégiques entre les pays arabes et les États-Unis et à justifier le renforcement du dispositif américain dans le Golfe, Rouhani adopte d'emblée une posture prudente. Ce « Cheikh diplomate », aux discours peu charismatiques, représente le meilleur atout de la République islamique pour normaliser ses relations avec l'Occident, réduire son isolement sur le dossier nucléaire et éviter son enfermement dangereux dans un affrontement Sunnites-Chiites à travers le conflit syrien.

Plus encore, la personnalité du nouveau président tranche avec le complexe obsidional qui a souvent caractérisé la République islamique dans son rapport au monde et contribue à redorer – du moins en apparence – l'image de l'Iran. Mais Rouhani n'est pas pour autant un interlocuteur facile. Si la période où il fut en charge de la négociation du dossier nucléaire a connu les seuls succès de la diplomatie occidentale (signature des accords de Saadabad en octobre 2003 avec trois ministres européens des Affaires étrangères, instaurant le gel provisoire du programme d'enrichissement de l'uranium), ce dernier, pragmatique et orthodoxe, ne manque jamais de s'enorgueillir d'avoir fait avancer le programme sans encourir de sanctions.

Aujourd'hui, le nouveau président affiche trois objectifs sur ce dossier : bâtir une confiance mutuelle, renforcer la transparence et obtenir prioritairement une levée des sanctions. Pour autant, souhaitant avant toute chose renouer avec le P5+1 (les Cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne) et parfaitement au fait des préoccupations occidentales, il ne cherche pas à dissiper les ambiguïtés pesant sur la finalité du programme. Comme à son habitude, Téhéran excelle dans les manœuvres dilatoires.

Si les positions iraniennes sur le dossier nucléaire semblent inchangées en substance, des ouvertures pourraient toutefois intervenir dans la conduite des dossiers. Dans l'attente de la désignation de la nouvelle équipe de négociateurs, la nomination d'Ali Akbar Salehi à la tête de l'OIEA témoigne d'une gestion plus habile et tactiquement plus ouverte au compromis, tandis que Fereydoun Abbassi Davani, protégé de Mahmoud Ahmadinejad, avait la réputation d'un administrateur rigide, prônant le développement du programme nucléaire sans aucune concession.

Dans son livre *National Security and Nuclear Diplomacy*, Rouhani rêve d'un Iran au seuil nucléaire qui négocierait son non-passage à l'arme atomique. En sanctuarisant son programme par une politique du fait accompli, Téhéran se préserve l'option d'un choix entre finalité civile ou militaire. Plus encore, compte tenu de l'investissement financier entrepris par l'Iran dans la conduite de ce projet, il devient désormais illusoire de croire à un renoncement iranien à la technologie nucléaire et à la maîtrise du cycle du combustible.

En tout état de cause, le règlement de la crise ne semble pas échapper à l'idée d'un compromis entre le P5+1 et l'Iran sur un « état final » du programme nucléaire qui serait acceptable par tous. Si les différentes rencontres n'ont pas encore produit les résultats escomptés, il n'en demeure pas moins que Rouhani s'est montré disposé à poursuivre les négociations avec le P5+1, « sur un pied d'égalité et dans l'intérêt national » et n'a pas rejeté la possibilité de contacts directs avec l'administration américaine. Pour autant, le risque de voir perdurer « le processus uniquement pour le processus » est grand et Rouhani ne manquera pas d'imputer au P5+1 l'éventuel échec des négociations. Pendant ce temps, l'enrichissement d'uranium continue...

*Marjorie Bordes-Baillé,
Doctorante en sciences politiques*

L'élection de Hassan Rouhani et les attentes de la société iranienne

Les attentes de la société iraniennes vis-à-vis du nouveau président de la République islamique d'Iran sont à la hauteur de la crise : énormes et diverses. En effet, la présidence de Mahmoud Ahmadinejad a conduit à de très fortes tensions en matière économique, politique et sociale, tout comme dans les relations de l'Iran avec le reste du monde. La population demande d'abord une amélioration de la situation économique, l'Iran connaissant une situation de crise qui rappelle les heures les plus sombres de la fin des années 1980, durant la guerre avec l'Irak. Selon la Banque Centrale d'Iran, l'inflation avait atteint 45,1 % en juin 2013. La hausse des prix atteignait même 56,3 % pour l'alimentation et 64,7 % pour l'habillement. Très clairement, l'économie iranienne est au bord de l'hyper-inflation et on assiste actuellement à une paupérisation des classes sociales les plus défavorisées, en dépit de la solidarité familiale et de l'action sociale des réseaux religieux. Parallèlement, l'économie serait également en situation de récession, alors même que le marché du travail doit absorber près de 600 000 personnes chaque année (du fait de la forte croissance démographique des années 1980). Cette situation a conduit à une très nette dégradation du marché du travail, puisque le taux de chômage serait d'au moins de 15 %. Outre l'allègement de ces difficultés économiques, la population iranienne attend aussi une approche plus rationnelle et moins politisée des problèmes économiques, en opposition à la pratique des deux mandats du précédent président.

La forte mobilisation de la population en faveur de Hassan Rouhani reflète également des attentes sociétales de nature plus politique : diminution si ce n'est suppression du contrôle social sur les jeunes et les femmes pour défendre l'ordre moral islamique, diminution de la répression vis-à-vis de l'opposition intérieure (mouvement vert, étudiants, etc.). Enfin, la société iranienne ne se reconnaît plus dans la posture agressive et provocatrice qu'avait adoptée Mahmoud Ahmadinejad en matière de politique étrangère.

L'espoir suscité par cette élection est donc énorme. Signe de cet élan d'optimisme, depuis l'élection, le dollar et l'or ont baissé sur le marché noir, alors que la bourse de Téhéran a été haussière. Mais Hassan Rouhani peut-il répondre à toutes ces attentes ? Le nouveau président et son équipe gouvernementale n'ont pas encore donné les principaux détails de leur programme économique. Tout juste, ont-ils annoncé un « plan de 100 jours ». On peut penser qu'à court terme, l'objectif va être de limiter les tensions inflationnistes et d'assurer l'accès de la population aux produits de première nécessité. Les autorités viennent de déclarer qu'elles vont importer des médicaments à un taux de change subventionné de 1 \$ pour 1 226 toumans (contre 1 \$ pour 3 250 toumans sur le marché noir) et alléger les formalités de douanes pour importer davantage de produits essentiels. À moyen terme, l'objectif est de parvenir à un accord sur le dossier du nucléaire, afin d'alléger les sanctions économiques à l'origine d'une partie de ces difficultés. La nomination de Mohammad Javad Zarif, ancien représentant de l'Iran aux Nations unies (et impliqué dans les efforts de rapprochement avec les États-Unis dans les années 2000) au poste de ministre des Affaires étrangères et le transfert de la gestion du dossier du nucléaire du Conseil National de Sécurité au ministère des Affaires étrangères reflètent la volonté de Rouhani d'aboutir dans ce domaine. Plus généralement, on peut penser que la nouvelle équipe se dirige vers une politique économique visant à la fois à restaurer les grands équilibres macro-économiques, à ouvrir l'économie sur le reste du monde et à accorder un rôle plus important au secteur privé. En attestent la nomination de l'ancien directeur de la Chambre de commerce de Téhéran, Mohammad Nahavandian, en tant que directeur de cabinet de Rouhani, mais aussi celle de Bijan Zanganeh (favorable à l'investissement étranger) comme ministre du Pétrole, tout comme la remise à l'honneur de l'Organisme du Plan et du Budget, traditionnellement chargé de la planification macro-économique (précédemment démembré par Mhamoud Ahmadinejad). Enfin, le nouveau gouvernement veut montrer que la méthode a changé. Plusieurs ministres ont insisté sur la nécessité de faire appel à des experts et non à des personnalités choisies pour leurs affiliations politiques. Le nouveau ministre des Affaires sociales a également déclaré qu'il éviterait toute politisation de la Société d'Investissement de la Justice Sociale, qui est la holding gérant les cotisations sociales (c'est en fait la plus importante holding en Iran avec des prises de participation dans de nombreux secteurs).

En matière de politique étrangère, on peut s'attendre à une certaine modération des prises de position officielles. Ainsi, par rapport à la crise syrienne, le gouvernement iranien a montré une position plus mesurée (comme en témoigne la condamnation de Rouhani face à l'utilisation d'armes chimiques) tout en avertissant des risques d'amplification régionale de la crise en cas d'intervention militaire occidentale.

En fait, ce sont peut-être les demandes plus politiques de la société iranienne qui seront les plus difficiles à satisfaire. Le mouvement vert demande sans relâche une libération des prisonniers politiques et de ses dirigeants historiques Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karroubi. Or, le refus du Parlement d'approuver trois ministres « réformateurs » proches du mouvement vert, montre que Rouhani sera confronté à l'opposition déterminée des conservateurs les plus radicaux s'il souhaite respecter les aspirations de la société iranienne.

*Thierry Coville,
Chercheur à l'IRIS
Enseignant-chercheur à Novancia*

Structure du pouvoir et relations internationales en Iran

En Iran, les autorités religieuses et politiques ne font jamais appel aux droits civiques de leurs concitoyens lors des élections. Voter est plutôt un devoir religieux et légal de l'électorat qui prend fin lorsque ce dernier passe par les urnes. L'absence de tout contrôle effectif de l'électorat sur les décisions des élus est compensée par une multitude de personnages physiques ou juridiques, de personnalités religieuses, de centres de décision non-élus ou de cercles jouissant d'une certaine légitimité populaire.

En d'autres termes, le vote populaire est un luxe banalisé qui remplit deux fonctions qui lubrifie les rouages de la machine étatique à l'intérieur du pays et procure de la légitimité internationale pour les vrais détenteurs du pouvoir. Lorsqu'il est mal perçu à l'intérieur ou menacé par les puissances étrangères, le leadership islamique ouvre légèrement l'espace politique pour permettre un certain choix contrôlé à l'électorat. Cependant, tous les candidats qui passent le test d'allégeance au Guide de l'État, assuré par le Conseil des Gardiens de la Constitution, ne posent aucune menace réelle pour l'autorité de l'ayatollah Ali Khamenei. Ils se livrent une lutte féroce pour charmer ce dernier et prouver lequel d'entre eux obéit le plus aux dictats du Guide.

Un survol de la Constitution de la République islamique révèle que le vrai pouvoir décisionnel se trouve entre les mains d'individus et d'institutions non-élus qui n'ont pas à s'inquiéter de se maintenir au pouvoir tant qu'ils jouissent de l'aval du Guide. Tout ce qu'il leur faut, c'est de rester dans la ligne du Guide afin de bénéficier de ses faveurs.

À cet égard, le Guide Ali Khamenei a des pouvoirs qui dépassent largement ceux de tous les autres dirigeants de pays démocratiques ou semi-démocratique. L'article 110 de la Constitution iranienne présente ses pouvoirs formels. Il définit les politiques générales du pays et supervise leur exécution. Il déclare la guerre et la paix, mobilise les forces armées. Il nomme, révoque et accepte la démission des six religieux du Conseil des Gardiens, l'autorité judiciaire suprême, le chef de la radio et de la télévision d'État, le chef d'état-major des forces armées, le commandant suprême des Gardiens de la Révolution et les principaux commandants des forces armées (*Artesh*). Il résout les disputes entre les trois branches des forces armées et régule leurs relations. À travers le Conseil de Discernement, il dénoue les différends qui ne peuvent pas être résolus autrement. Le Guide signe la lettre qui officialise l'élection du Président de la République par le peuple. Il s'ingère même dans la composition du cabinet en désignant les ministres de l'Intérieur, des Renseignements et des Affaires étrangères.

Le Conseil des Gardiens approuve ou rejette les candidats à la présidence et au parlement. De son côté, le Guide destitue le président de la République au nom des intérêts du pays, si la Cour suprême a reconnu celui-ci coupable de violation grave des droits constitutionnels, après un vote du parlement témoignant de son empêchement sur le fondement de l'article 89 de la Constitution. Il pardonne ou réduit la peine des condamnés sur la recommandation de son délégué, le chef du pouvoir judiciaire. En bref, il est l'ultime arbitre de la vie politique en Iran.

En dépit de ces pouvoirs très étendus, les auteurs de la version originale de la Constitution avaient voulu créer un système politique d'équilibre des pouvoirs à l'américaine (*checks and balances*). L'Assemblée des experts, qui désigne le Guide, a le droit constitutionnel de le destituer, s'il est jugé inapte à remplir ses devoirs. Mais au fil du temps, le Guide s'est accaparé une autorité si grande que l'Assemblée a non seulement failli à remplir sa responsabilité constitutionnelle, étant devenue elle-même une instance contrôlée indirectement par le Guide.

Hassan Rouhani arrive au pouvoir à un moment où les attaques constantes contre le bureau du président par les conservateurs principalistes pro-Guide se sont intensifiées. Le président, qui souffre d'un déficit d'autorité par rapport au Guide, doit dès lors s'efforcer de plaire à celui-ci tout en tenant ses promesses. L'exercice n'est pas aisé.

Au cours de sa campagne électorale, Rouhani a promis que son gouvernement sortira l'Iran de ses problèmes économiques et sociaux et résoudra la crise politique nationale et internationale dans les cent premiers jours de son mandat. Cet optimisme risque d'être atténué par la brutale réalité postélectorale.

De l'avis de nombreux experts, l'impact immédiat et positif de Rouhani sur la scène internationale découle de son style non agressif et de l'utilisation d'un langage politique et diplomatique plus sophistiqué. Il pourrait être le visage humain de la République islamique. Le nouveau président connaît mieux que quiconque ses points forts et ses limites. Rouhani est également plus informé sur les questions internationales que ses prédécesseurs au début de leurs mandats. Son élection a laissé un impact positif au Moyen-Orient. Il serait en mesure d'atténuer l'appui de l'Iran à l'extrémisme dans la région et par là même les craintes des Saoudiens et d'autres adeptes de la menace d'un croissant chiite. Il chercherait également à apaiser la Turquie et l'Égypte. De plus, il serait décidé à ramener le dossier nucléaire de son pays de l'ONU à l'AIEA. Le nouveau ministre des Affaires étrangères et le groupe des conseillers de Rouhani sont des experts expérimentés avec un regard positif sur l'Occident. Javad Zarif, qui a désigné une femme porte-parole de son ministère, vient de nommer la première ambassadrice de l'Iran à l'étranger.

En Iran, le président a un pouvoir limité. Faire bon usage de ce pouvoir pour le bien commun est un art que les prédécesseurs de Rouhani n'ont pas su maîtriser. La question fondamentale reste de savoir si Rouhani pourra convaincre le Guide de ne pas s'obstiner dans une attitude rigide sur le dossier nucléaire, afin de sauver l'Iran d'une confrontation dévastatrice avec les grandes puissances.

*Houchang Hassan-Yari,
Professeur au département de sciences politiques du Collège Militaire Royal du Canada (Kingston)*

L'esquisse d'une nouvelle posture régionale de l'Iran

L'élection de Hassan Rouhani à la présidence de la République islamique d'Iran en juin 2013 a créé de nombreuses attentes sur le front international. Le successeur de Mahmoud Ahmadinejad est perçu comme un acteur susceptible de modifier les orientations diplomatiques de Téhéran vers des positions plus conciliatrices. Certes, les décisions de politique étrangère résultent d'un processus complexe en Iran. Elles procèdent d'arbitrages entre des acteurs aux voix rarement concordantes, et confèrent un rôle central au Guide, Ali Khamenei. Mais après quatre années de relations nettement détériorées entre la maison du Guide et la présidence de la République, un rapprochement des positions pourrait permettre de nouvelles initiatives. Les attentes les plus fortes sont bien évidemment sur le programme nucléaire qui phagocyte l'ensemble des relations entre l'Iran et les pays occidentaux et contamine la politique internationale depuis une dizaine d'années.

Au niveau régional, les enjeux semblent tout aussi importants. Les révolutions arabes ont profondément modifié les relations internationales au Moyen-Orient et créé une instabilité durable. La plongée dans la guerre civile de la Syrie (avec l'immixtion de puissances extérieures) et, dans une moindre mesure, la trajectoire révolutionnaire de l'Égypte polarisent aujourd'hui l'ensemble de la région. L'Iran s'est progressivement impliqué dans le conflit syrien, apportant un soutien décisif au régime de Bachar el-Assad, tandis que la Turquie et plusieurs monarchies du Golfe appuient l'opposition. Le récent coup d'État des militaires égyptiens a lui aussi été très diversement perçu au Moyen-Orient. Ces événements ont provoqué un niveau de tension très élevé entre Téhéran et les principales puissances de la région. Si les rancœurs et les griefs sont anciens et multiples envers les pays du Golfe, les dernières années ont encore accentué la défiance entre les deux rives du golfe Persique. Les relations avec la Turquie se sont profondément dégradées à mesure que le conflit syrien s'est durci. Pour les Iraniens, le renversement du président Morsi et la répression contre les Frères musulmans en Égypte ne peuvent être perçus que comme une reprise en main du pays dans un sens favorable aux États-Unis et à Israël, fermant toute possibilité de coopération.

Malgré ces vives tensions, les premiers pas diplomatiques du nouveau président iranien ont été ponctués de signes d'apaisement. Hassan Rouhani a répondu favorablement aux messages de félicitations adressées par le président turc Abdullah Gül, en invoquant l'importance, pour la région, de relations étroites entre Ankara et Téhéran alors que celles-ci sont au plus bas depuis plusieurs années. Les Iraniens se sont également montrés moins hostiles envers les pays du Golfe et n'ont pas sur-réagi à la répression qui a suivi le coup d'État en Égypte. Le nouveau président iranien a même mis un bémol à la rhétorique anti-israélienne si caractéristique du régime islamiste, lors de la journée de Jérusalem, un jour férié en Iran: il a parlé de « blessure dans le corps du monde musulman », rompant à sa façon avec les déclarations tonitruantes de son prédécesseur Mahmoud Ahmadinejad. Ces premiers signes esquissent une posture plus conciliante de l'Iran au Moyen-Orient. Pour autant, Téhéran n'est pas prêt à cesser son soutien à la Syrie et continue de suivre avec attention la situation en Irak où une ingérence extérieure trop marquée serait perçue comme une menace inacceptable. Et l'Iran peut toujours s'appuyer sur sa diplomatie milicienne dont l'efficacité à exporter de l'instabilité n'est plus à démontrer, au Liban comme ailleurs.

Quelques semaines après l'investiture de Rouhani, il est trop tôt pour tirer des conclusions sur la nouvelle posture régionale que souhaite adopter Téhéran. Néanmoins, le retour d'un cleric à la présidence iranienne, qui plus est un religieux qui possède une longue expérience diplomatique, marque sans conteste une évolution vers une posture réaliste de l'Iran, dégagée des rodomontades idéologiques des dernières années. Elle concourt à faire de la République islamique une puissance qu'on peut difficilement ostraciser au motif qu'elle ne respecterait pas les règles internationales. Cette évolution ne signifie pas pour autant que l'Iran est en mesure de jouer un rôle proactif de stabilisation, comme il a déjà su le faire en Asie centrale au cours des années 1990.

En Iran, les multiples acteurs de la politique étrangère rendent toujours possible des initiatives intempestives visant à entraver les prises de position officielle. Surtout, les relations de Téhéran avec la région restent étroitement liées aux négociations sur le programme nucléaire. Des avancées sur ce dossier décisif ne pourraient qu'avoir des effets positifs au Moyen-Orient, une région qui a désespérément besoin de recouvrer un peu de stabilité.

*Gilles Riaux,
Chargé d'études à l'Irsem*

L'élection de Hassan Rouhani ne devrait pas fondamentalement changer la politique iranienne

Malgré les roulements de tambour, les menaces des uns et les espoirs des autres, l'élection de l'ayatollah Hassan Rouhani s'est faite sans bruit, en comparaison du tintamarre qui avait marqué le dernier scrutin présidentiel. À peine se souvient-on encore des clichés du nouveau président iranien, entouré de fanions et de bouquets violets contrastant avec le vert de la contestation de 2009, et semblant promettre une révolution politique et stratégique. Le premier été de la nouvelle administration s'est déroulé sans heurts et la question de savoir si cette élection va bouleverser la politique étrangère iranienne reste entière. N'en déplaise aux optimistes et aux thuriféraires du régime théocratique, il est peu probable que l'on assiste à une modification en profondeur de la politique internationale iranienne, pour plusieurs raisons.

La première est universelle. Malgré les apparences, rares sont les élections qui révolutionnent la logique de la politique étrangère des États. Pas plus que Barak Obama n'a fondamentalement changé les ressorts de la politique américaine, l'élection de Rouhani ne modifiera, au mieux, celle du régime iranien qu'en superficie. Peut-être plus qu'aucun autre régime, la république islamique est mue par ses propres lois que les Occidentaux ont beaucoup de mal à appréhender et encore plus à influencer. Comme le décrit en détail dans ses mémoires Parviz Sabeti, l'ancien chef de la *Savak*, les Américains avaient nourri l'espoir que la révolution de 1979 allait remplacer la monarchie par un régime populiste à la fois mieux ancré et plus facile à manipuler. Très vite, ils ont déchanté, réalisant que la république des mollahs était lancée sur une trajectoire difficile à faire dévier : celle de la raison d'État.

Peu de temps avant sa mort, l'imam Khomeiny stipulait dans une célèbre fatwa que la défense des intérêts stratégiques devait constituer le point de mire de la politique étrangère iranienne, en priorité sur la promotion de l'islamisme et des valeurs révolutionnaires. Les intérêts avant les valeurs. Au cours des décennies suivantes appelées « thermidor iranien », ses successeurs ont suivi scrupuleusement et sans y déroger cette *realpolitik* dictée par deux priorités majeures : garantir l'indépendance nationale et la pérennité du régime (interne) et constituer autour de l'Iran une sphère d'influence protectrice (externe).

Cette double stratégie de survie et de puissance a été pratiquée par toutes les administrations qui se sont succédées à la tête du régime, quelles qu'aient été leurs obédiences politiques. Le fond reste toujours le même. Seul le mode opératoire change. Transcendant les divergences idéologiques (d'ailleurs très superficielles), la quête de grandeur s'est autant incarnée dans la stratégie de détente de Khatami (*Tashanojzedei*) que dans l'approche offensive d'Ahmadinejad (*Tahajomi*). Qu'ils soient civils ou religieux, conservateurs, modérés ou pragmatiques, les maîtres de l'Iran sont de froids et brillantissimes calculateurs qui n'ont jamais cessé de réfléchir en termes de grande stratégie et de maximisation des intérêts.

Prenant sans doute leurs désirs pour des réalités, certains observateurs font valoir que les Iraniens se seraient lassés du régime islamique et que le dernier scrutin présidentiel exprimerait malgré tout leur volonté de changement. À cette perspective optimiste s'opposent deux objections. Tout d'abord, les Iraniens demeurent des nationalistes attachés à l'indépendance nationale, même s'ils ne sont plus animés par la même ferveur révolutionnaire qu'autrefois et s'ils souffrent des problèmes économiques qui affectent le régime. Ils sont désireux de voir leur patrie retrouver ce qu'ils considèrent être sa place légitime dans le panthéon des grandes puissances. Malgré leur désaffection vis-à-vis de la théocratie, ils sont prêts à l'appuyer contre les « forces externes » et ce qu'ils perçoivent comme autant de complots visant à réduire la souveraineté nationale.

Contrairement aux illusions dont se berce l'Occident, la poursuite des axes stratégiques de la politique étrangère iranienne peut s'appuyer sur un certain support populaire. Cet état de fait est corroboré par de nombreux sondages d'opinion. Un récent rapport de la RAND Corporation souligne que « *many of the Islamic Republic's policies, including opposition to U.S. interests and the pursuit of a nuclear civilian and (possibly) weapon capability, are supported by a significant portion of the Iranian population*⁴ ».

L'autre raison fondamentale pour laquelle les élections présidentielles de juin dernier ne peuvent susciter un vent de changement est que l'ayatollah Rouhani a été choisi autant, sinon plus, qu'il a été élu. Les rouages des institutions électorales iraniennes, maintenant bien connus des observateurs, font que le système islamique contrôle le processus et l'issue de ce type de scrutin. S'il a pu se présenter et s'il a pu être élu, c'est que les véritables maîtres de l'Iran ont voulu montrer le régime, *urbi et orbi*, sous un nouveau visage. Le guide suprême de la révolution et le commandant du Corps des Gardiens de la Révolution, qui contrôlent l'essentiel des rouages, ont estimé opportun de faire succéder ce patriarche rassurant à la figure provocante de Mahmoud Ahmadijad.

⁴ NADER Alireza. *Iran After the Bomb: How Would a Nuclear-Armed Tehran Behave?*. RAND Corporation, 2013. http://www.rand.org/pubs/research_reports/RR310.

Dans le contexte de la crise syrienne et de la pression stratégique accrue exercée sur le régime iranien, il devenait urgent de faire émerger un président plus affable et plus « modéré ». C'est la même carte que le régime avait jouée à l'époque de la nomination du président Khatami. Louangé par les intellectuels occidentaux pour sa défense du dialogue des civilisations, cette figure consensuelle avait permis à l'Iran de se racheter une virginité internationale à peu de frais. Ceci n'avait cependant pas empêché l'habile politicien de relancer le programme nucléaire iranien.

Rappelons enfin à ceux qui nourrissent encore un espoir dans l'ayatollah Rouhani qu'il est un apparatchik, produit du système islamique, ayant tenu des postes de haute responsabilité durant les heures les plus sombres du régime et qu'en fin de compte, le poste de président est dénué de toute influence sur la politique étrangère iranienne, chasse gardée du Guide suprême de la Révolution, l'ayatollah Khamenei. Même s'il voulait modifier cette politique, Rouhani ne le pourrait pas sans s'être assuré au préalable du soutien du Guide. Force est de constater qu'il n'y a pas eu, jusqu'à présent, de bouleversements majeurs. Le mot d'ordre semble être l'apaisement sans changement véritable. Le nouveau président a annoncé vouloir réduire l'isolement diplomatique de l'Iran et reprendre les négociations sur le nucléaire tout en laissant la porte ouverte au dialogue avec Washington. Mais rien qui suggère un remodelage réel de la position iranienne sur les dossiers importants. L'objectif reste davantage d'apaiser que de réformer. Ceci étant, la fonction cosmétique du président Hassan Rouhani lui a permis de réaliser un joli coup stratégique : faire oublier l'Iran et préparer le terrain à une réduction de la pression internationale. C'est exactement ce qui est attendu de lui.

*Pierre Pahlavi,
Professeur agrégé au Collège des Forces Armées Royales Canadiennes (Toronto)*

La politique étrangère du président Rouhani à l'épreuve d'une guerre froide avec l'Arabie saoudite

Depuis l'intervention militaire américaine en Irak, en mars 2003, il existe un approfondissement de la rivalité régionale entre la République islamique d'Iran et l'Arabie saoudite. On est progressivement passé d'une paix froide à une guerre froide régionale. Depuis mars 2011, la crise syrienne cristallise cette rivalité avec, d'un côté, le soutien iranien au gouvernement de Bachar al-Assad et, de l'autre, le soutien saoudien aux salafistes syriens. Par ailleurs, l'idéologie wahhabite, au cœur de la diplomatie régionale de la dynastie des al-Saoud, considère les Musulmans chiites comme des hérétiques. Selon cette vision, les Chiites ont un agenda de « chiitisation de l'islam » sous couvert de dialogue interreligieux. En réaction, du côté iranien, on insiste pour marteler la thématique du « réveil islamique » (ce que l'on nomme Printemps arabe en Occident).

La force de l'Iran est d'avoir hébergé des partis chiites irakiens sur son territoire pendant les années Saddam Hussein et d'investir dans le monde arabe de manière continue, ce qui lui permet d'inscrire les relations dans la longue durée. Malgré cela, les liens transnationaux entre clercs chiites ne suffisent pas à justifier l'existence d'un croissant chiite, dénoncé par les pétromonarchies sunnites, pour plusieurs raisons. D'abord, la communauté chiite n'est pas homogène et tous les clercs chiites du Monde arabe ne partagent pas les conceptions théologico-politiques promues par le clergé officiel de la République islamique. Par ailleurs, les Alaouites sont « un groupe à part dont une partie des convictions étaient, il y a encore quelques décennies, très éloignées de l'islam⁵ ».

Ensuite, la République islamique se détermine en priorité en fonction de ses intérêts politiques et non pas religieux. Cela apparaît très clairement dans le soutien apporté par Téhéran à l'Arménie chrétienne dans son conflit avec l'Azerbaïdjan chiite. C'est d'abord pour des raisons de *realpolitik* que Téhéran doit préserver son alliance avec la Syrie et le Hezbollah, qui lui est indispensable pour être un acteur dans le conflit israélo-palestinien. Ce statut de principal défenseur de la cause palestinienne est en effet la source majeure de légitimité de l'influence régionale de l'Iran et le facteur essentiel expliquant le renforcement de son *soft power* au Moyen-Orient. En Syrie, la République islamique s'est également engagée en soutien financier et militaire au régime de Bachar al-Assad, afin de contrer le projet de changement de régime du camp adverse qu'elle définit comme un bloc comprenant les monarchies du Golfe, l'Occident et les islamistes sunnites syriens alliés à des groupes se réclamant d'al-Qaïda.

Dans ce contexte de rivalité accrue au niveau régional, le principal enjeu d'une normalisation entre Ryad et Téhéran est l'apaisement des tensions sectaires au Bahreïn, en Irak, en Syrie, mais aussi au Liban où l'on observe des affrontements entre des mouvements salafistes et le Hezbollah. Le nouveau président iranien s'est fixé comme objectif de restaurer la puissance régionale de l'Iran et cela passe, selon lui, par une normalisation des relations avec les pétromonarchies de la péninsule arabique. Il a été, dans les années 1990, l'un des architectes de la normalisation des relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite conduite sous l'égide de l'ayatollah Rafsandjani. Cette réconciliation avec le Royaume d'Arabie saoudite constitue alors une innovation diplomatique majeure puisqu'elle aurait été inenvisageable du temps de la guidance du fondateur de la République islamique (1979-1989)⁶.

Selon les partisans de l'ayatollah Rafsandjani, les relations avec Ryad revêtent une dimension existentielle pour la République islamique en raison du statut de *swing producer* de l'Arabie saoudite, le seul à même de remplacer les exportations de pétrole iranien dans l'hypothèse d'un embargo pétrolier total imposé par le Congrès américain ou la communauté internationale.

Dans cette perspective, la normalisation des relations avec Ryad prime sur l'impérieuse nécessité idéologique d'affronter Israël revendiquée pour apparaître comme le leader de la résistance au Moyen-Orient.

Clément Therme,
Chercheur post-doctorant à l'IRSEM,
Membre associé au Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (CETOBAC)
Membre associé au Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS) de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences
Sociales (EHESS).

⁵ MERVIN Sabrina, « L'étrange destin des alaouites syriens », *Le Monde diplomatique*, janvier 2013.

⁶ Khomeyni estimait que les dirigeants saoudiens étaient les représentants d'un « islam américain ». Il avait même interdit aux pèlerins iraniens de se rendre à La Mecque. Voir sur cette question, Mohammad-Reza DJALILI, « La politique arabe de l'Iran », *A contrario*, Vol. 5, 2007/2, p. 140.

L'élection iranienne vue d'Inde et du Pakistan

Porte d'entrée vers l'Asie centrale et la Péninsule arabo-persique, la République islamique d'Iran est un partenaire culturel et commercial historique des deux rivaux sud-asiatiques, l'Inde et le Pakistan. La victoire récente du clerc modéré Hassan Rouhani aux élections présidentielles en Iran a été perçue de façon positive par New Delhi et Islamabad. Les principaux enjeux de cette élection pour l'Inde et le Pakistan sont l'évolution de la politique étrangère iranienne à l'égard de la communauté internationale, des autres producteurs énergétiques du golfe Persique et de l'Afghanistan.

En premier lieu, le pragmatisme de Rouhani et sa volonté d'engager des négociations avec la communauté internationale sur le programme nucléaire offrent la perspective d'un allègement des sanctions financières internationales qui pèsent sur l'Iran. Ces sanctions limitent de façon croissante les possibilités d'échanges énergétiques avec la République islamique, dotée des troisièmes réserves mondiales de pétrole et des deuxièmes réserves mondiales de gaz naturel. Les deux puissances sud-asiatiques, dont la dépendance énergétique va croissante, respectent les sanctions votées à l'ONU mais se sont opposées à plusieurs reprises aux sanctions financières unilatérales adoptées par les États-Unis et l'Union européenne. Pour le Pakistan, l'allègement des sanctions internationales faciliterait la réalisation du gazoduc Iran-Pakistan, un projet qui devrait s'étendre sur 2700 km depuis le champ gazier iranien South Pars, et dont la construction a jusqu'à présent été laissée en suspens. De plus, depuis 2012, les banques pakistanaises ne délivrent plus de lignes de crédit qui financeraient les importations pétrolières en provenance d'Iran⁷. De son côté, l'Inde a dû réduire considérablement ses importations de pétrole iranien. De fait, alors que l'Iran représentait 18% des importations indiennes de pétrole en 2007-2008, s'affichant ainsi comme le deuxième partenaire énergétique de l'Inde, ce pays ne représente plus aujourd'hui que 8% de ces mêmes importations, en sixième position après l'Arabie saoudite, l'Irak, le Venezuela, le Koweït et les Émirats Arabes Unis⁸. L'Inde et le Pakistan ont cependant recours à des mécanismes alternatifs de paiement de leurs importations énergétiques, en recourant respectivement aux paiements en roupies ou en produits agricoles, qui leur permettent de ne pas s'exposer aux sanctions financières internationales, traduisant leur volonté de maintenir leur partenariat énergétique avec l'Iran.⁹

Alors que la relation entre l'Iran et les États du Golfe persique était devenue extrêmement tendue sous la présidence de Mahmoud Ahmadinejad, les déclarations de Rouhani en faveur du dialogue avec ses voisins régionaux ont été saluées par l'Inde et le Pakistan. Vu de New Delhi et d'Islamabad, l'amélioration des liens entre l'Iran et les États sunnites de la région du Golfe faciliterait les politiques régionales de l'Inde et du Pakistan en leur permettant de poursuivre leur coopération avec Téhéran sans s'exposer aux critiques de leurs autres partenaires énergétiques et militaires du Golfe, en premier lieu de l'Arabie saoudite.

Enfin, dans la perspective du retrait américain et occidental d'Afghanistan en 2014 et de l'éventuel retour au pouvoir des Talibans afghans, l'Inde considère l'Iran comme un partenaire majeur dans la région. Dans les années 1990, les deux États ont soutenu, avec la Russie, l'Alliance du Nord contre les Talibans.

Depuis 2001, ils coopèrent pour le développement et la stabilisation du pays. L'Inde s'est engagée à investir 100 millions de dollars dans la rénovation du port iranien de Chahbahar¹⁰, porte d'entrée pour le commerce avec l'Afghanistan et les républiques d'Asie Centrale.

Ce port pourrait en outre rivaliser avec celui de Gwadar, au Pakistan, situé à 70 km seulement de Chahbahar et dont le développement est financé par la Chine.¹¹ En juin dernier, l'Inde et l'Iran se sont officiellement opposés aux pourparlers américains avec les Talibans, à Doha. Par conséquent, on devrait observer, durant la présidence de Rouhani, un renforcement de la coopération entre New Delhi et Téhéran sur l'Afghanistan. L'Inde pourrait ainsi apparaître comme un interlocuteur clé de la communauté internationale pour engager un dialogue avec l'Iran sur ce dossier. À l'inverse, le soutien des Pakistanais aux Talibans afghans, la proximité stratégique entre le Pakistan et les États-Unis, et l'accroissement des tensions communautaires entre Chiites et Sunnites,¹² sont autant de sources de blocage pour un renforcement de la coopération entre l'Iran et le Pakistan, qui restera sans doute largement limitée aux domaines énergétiques et commerciaux.

Mélissa Levallant,
Doctorante en sciences politiques rattachée à l'IRSEM

⁷ « Energy diplomacy », *Pakistan and Gulf Economist*, 25 août 2013.

⁸ HARSH Pant , « Iran's changing political trajectory », *DNA*, 14 août 2013.

⁹ « Pakistan approves 100,000 tonnes of wheat for Iran to pay for power », *Dawn*, 17 mai 2013.

« India to settle oil trade dues with Iran in rupees », *Press TV*, 14 juillet 2013.

¹⁰ « India to Develop Iranian port », *The Hindu*, 5 mai 2013.

¹¹ MOHAN Raja, « The Great Game Folio », *Indian Express*, 10 juillet 2013.

¹² GRARE Frédéric , « Balochistan: The State Versus the Nation », *Carnegie Endowment for International Peace*, 11 avril 2013.

L'impact de l'élection présidentielle iranienne sur les relations entre l'Europe et Téhéran

La victoire de Hassan Rouhani a été accueillie avec circonspection en Europe, mais avec intérêt par Catherine Ashton qui dirige la diplomatie européenne et les négociations nucléaires avec Téhéran, au nom des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité plus l'Allemagne (P5+1). La volonté affichée du nouveau président de parvenir à un compromis sur le dossier nucléaire et de faire baisser les tensions actuelles avec les Occidentaux, ne pouvait que créer un climat plus serein. En annonçant qu'il veut changer de méthode, mettre fin aux discours inutilement agressifs au nom d'un principe de modération, et faire preuve de transparence, le successeur de Mahmoud Ahmadinejad, négociateur expérimenté, initiateur de projets d'accords antérieurs, s'impose comme un interlocuteur crédible. Sa grande proximité avec Ali Khamenei le met à l'abri des errements passés résultant de la guérilla politique opposant le Guide de la Révolution à Mahmoud Ahmadinejad.

L'axe de coopération réaliste qu'il entend poursuivre avec le parlement et son puissant président Ali Larijani (lui aussi ancien négociateur du dossier nucléaire), mais aussi l'appui de son parrain Akbar Hashemi Rafsandjani, lui permettent d'établir un consensus sur l'urgence de rétablir une économie minée par les sanctions.

Le départ de Saed Jalili, le très conservateur et rigide négociateur iranien dont le discours dogmatique et l'inflexibilité ont découragé tous ses interlocuteurs, et la nomination comme ministre des Affaires étrangères de Mohammad Zarif, doté d'une expérience diplomatique exceptionnelle, créent un contexte favorable. Il n'est pas étonnant que Catherine Ashton ait rapidement félicité le nouveau ministre et souhaité une rencontre avec la future équipe de négociateurs de Téhéran. Javier Solana, assistait d'ailleurs à l'intronisation de Hassan Rouhani. De leur côté, les États membres de l'Union européenne avaient convenu de n'être représentés que par leurs ambassadeurs, alors que d'autres pays n'avaient pas hésité à envoyer une représentation de plus haut niveau.

Aujourd'hui, on constate l'embarras de l'Union Européenne qui a endossé la position américaine sur le dossier nucléaire – notamment sur les sanctions – et qui fait preuve parfois d'un maximalisme allant au-delà de la posture américaine, comme on le voit dans les règlements communautaires successifs qui ne se sont pas contentés de transposer les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies, mais qui ont précédé les desiderata américains. La présidence de Nicolas Sarkozy a joué un rôle moteur en ce sens, en poussant les Européens, souvent avec l'appui de Londres, à adopter des mesures d'une sévérité croissante pour tenter de convaincre l'Iran de se conformer aux demandes de l'AIEA. François Hollande et Laurent Fabius semblent poursuivre cette ligne qui traduit la position des P5+1 exigeant que l'Iran accomplisse d'abord des étapes significatives, avant de consentir un quelconque allègement des sanctions. Une telle condition paraît toutefois inacceptable pour les Iraniens, le Guide ayant besoin d'un geste significatif pour consentir à un compromis auquel il semble aujourd'hui résigné.

Au fond, si un climat meilleur émerge entre l'Europe et l'Iran, des désaccords de fond subsistent, les Iraniens exigeant préalablement une reconnaissance de leur droit à l'enrichissement de l'uranium, une condition en réalité sans véritable objet puisque résultant du Traité de non prolifération (TNP) auquel l'Iran est lié. En fait, l'Union européenne ne détient pas les clés de cette négociation, tributaire d'un accord politique entre Téhéran et Washington.

Si l'Union européenne paraît atone, certains de ses États membres ont rapidement vu les opportunités commerciales d'un éventuel dégel. Ainsi, bien que leurs relations bilatérales étaient exécrables, les Britanniques ont vite fait savoir qu'ils souhaitaient les réchauffer. L'ancien ministre Jack Straw a même été invité à la cérémonie du 4 août (même s'il ne s'y est pas rendu) et les ministres italien, espagnol et allemand des Affaires étrangères rivalisent d'appels à davantage de coopération économique avec Téhéran. Le Suédois Carl Bildt a même invité Mohammad. Zarif pour des entretiens.

Les délégations d'entreprises de ces pays se succèdent pour rencontrer des officiels et responsables iraniens, cherchant un moyen de concilier la quête de nouveaux marchés avec les sanctions imposées par la communauté internationale. Washington se prépare de son côté à réinvestir en Iran en cas d'allègement de ces mêmes sanctions. Combien de temps la France restera-t-elle encore à l'écart de ce processus ?

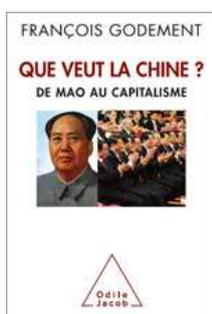
*Michel Makinsky,
Collaborateur scientifique auprès de l'Université de Liège
Chargé d'enseignement à l'école de commerce France Business School (Poitiers)*

Livres du mois

Le 24 septembre dernier, le premier Prix Brienne a été remis par le ministre de la Défense à François Godement pour son ouvrage *Que veut la Chine ?* Sur une cinquantaine de livres initialement en compétition, trois s'étaient finalement retrouvés en finale, à savoir également *Le nouveau Moyen-Orient* de Jean-Pierre Filiu et *Barack Obama et sa politique étrangère*, de Justin Vaïsse. L'IRSEM reproduit ici les notes de lectures qui traitaient de ces ouvrages.

Le prix spécial du jury a été décerné aux réflexions, encore inédites en France, de la regrettée Thérèse Delpech sur la dissuasion. Cet ouvrage à paraître sera bien entendu traité dans nos prochaines éditions.

François Godement, *Que veut la Chine ? De mao au capitalisme*, Odile Jacob, 2012, 288p



Ce nouveau travail de François Godement, dont l'expertise sur la Chine n'est plus à présenter, dresse un panorama vaste des maux et atouts du pays, depuis les aspects sociaux, administratifs et économiques jusqu'à la vision internationale et stratégique chinoise.

Repartant de l'affaire Bo Xilai pour en expliquer les ressorts et voir de quoi elle est le symptôme, François Godement nous explique en quoi ce géant collectiviste est aussi « *la société la plus individualiste d'Asie* », aux ambitions exacerbées, aux transitions brutales. Pays riche au peuple pauvre (p.35), l'Empire du milieu souffre d'un fossé social immense, illustré entre autres par une course vers le bas dans les salaires (qui transforme le pays en usine du monde), coexistant avec un marché du luxe devenu le premier de la planète.

Au centre de ces contradictions : le parti communiste chinois, ses codes, ses complexités, ses blocages aussi. Souvent décrit comme omnipotent, il n'en est pas moins exposé à une opinion publique en cours d'acquisition rapide d'une redoutable compétence politique, qui impose la prise en compte de deux modèles extérieurs d'évolution possible pour la Chine : Singapour et Hong Kong, reposant ainsi la question de la viabilité d'un système à deux vitesses ou plus exactement d'un schéma « un pays, plusieurs systèmes ».

On sera particulièrement sensible aux derniers chapitres de l'ouvrage, traitant de stratégie et de politique étrangère. Depuis le « *tournant* » de 2009 (p.163) qui voit une exaltation militaire sans précédent, la multiplication des incidents territoriaux en mer de Chine du Sud, et surtout l'adoption par Pékin d'une posture autoritaire qui semble clore le chapitre d'un effort de diplomatie publique ; le monde s'interroge sur les intentions internationales du géant asiatique. Que ce changement de style provienne d'une fragmentation bureaucratique, d'une reprise en main de l'armée ou de groupes de pressions nationalistes pesant sur les dirigeants civils, il se solde par une modification du rapport de la Chine au monde, et particulièrement à son voisin japonais, comme à son concurrent américain. François Godement estime ici qu'il y a « *erreur de diagnostic stratégique* », et qu'il convient de redécouvrir l'héritage stratégique chinois, en réalité double, comme le suggérait en son temps Alastair I. Johnston (*Cultural Realism : Strategic Culture and Grand Strategy in Chinese History*, 1998) : parallèlement à la culture belligène fondée sur le réalisme et incarnée par Sun Tzu, il existe une culture accommodatrice héritée de Confucius et Mencius (p.222). À la tentation souverainiste d'une sphère d'influence, s'oppose aujourd'hui la nécessité d'une intégration au monde.

L'énigme chinoise reste naturellement entière, mais ce travail nous fournit de nombreuses clefs de compréhension, avec l'avantage énorme d'une grille de lecture intégrant les multiples dimensions, internes et externes, de cette équation stratégique aujourd'hui centrale. L'exercice était difficile, mais l'auteur nous a habitués, depuis plusieurs années, à l'exécuter efficacement.

Frédéric Charillon

Jean-Pierre Filiu, *Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la révolution syrienne*, Fayard, 2013, 408p



Ce nouveau travail proposé par Jean-Pierre Filiu (après *La Révolution arabe: Dix leçons sur le soulèvement démocratique*, en 2011, et *Histoire de Gaza*, en 2012), se compose de trois parties distinctes. Un retour, par l'historien qu'il est, sur l'histoire de la Syrie (p.19-110), suivi par une chronique précise du drame actuel, décomposée en « saisons » de la révolution jusqu'à la fin 2012 (p.111-278), et enfin une partie plus analytique intitulée « l'heure des peuples » (p.279-356), le tout accompagné d'annexes et de nombreuses notes.

On y retrouve trois marques de fabrique de l'auteur : la puissance de travail, l'engagement et l'optimisme. Nul besoin de revenir sur le premier point, connu et reconnu : la précision du déroulé, l'appareil de notes, la première partie historique surtout, constituent ce qu'il est convenu d'appeler dans l'université « une somme ». Engagement aussi : l'auteur ne ménage ni le régime syrien, « Etat de barbarie » (d'après l'expression de Michel Seurat), ni les faiblesses de la communauté internationale à son égard (Kofi Annan est critiqué sans ménagement), et ses atermoiements face à cette nouvelle guerre d'Espagne, avec laquelle le parallèle est souvent établi, et dans laquelle on retrouve, en face, un autre axe, qui va cette fois de Téhéran à Moscou avec Pékin comme compagnon de route. Optimisme enfin car, tout comme il croyait en la Renaissance arabe dans sa *Révolution arabe* de 2011, Jean-Pierre Filiu persiste, dans ses dix leçons revisitées deux ans plus tard en fin d'ouvrage, à croire à la victoire d'un camp éclairé face à un régime « sapé, grignoté, refoulé », dans un pays où « la disparition des services et des chabiha rend une vie normale enfin possible » : « L'ancien régime est mis à bas, [...] voici venue l'heure des peuples », annonce-t-il dans ses deux dernières pages. À l'heure où il a écrit ses lignes pourtant, et même à l'heure où nous les lisons, le destin n'a pas encore tranché.

Incontestablement, l'ouvrage – au titre trompeur car ce « Moyen-Orient » se concentre tout de même sur la Syrie – donne à réfléchir, et l'on aimerait débattre pendant des heures avec l'auteur.

Reprenant les catégories de Bernard Rougier dans son *Oumma en fragments* (p.245), des trois figures du « combattant » (nationaliste), du « jihadiste » (religieux et transnational), et du « résistant » (pro-Assad et pro-iranien par anti-impérialisme), il situe l'opposition syrienne dans la première famille, alors que beaucoup craignent une dérive vers la deuxième, aidée en cela par des puissances extérieures du Golfe (par ailleurs en concurrence entre elles sur bien des registres). Réaffirmant que les Arabes ne sont pas une exception, il se montre optimiste encore sur les processus politiques qui ont suivi les révolutions tunisienne, égyptienne, libyenne : mais les troubles de 2013 n'assombrissent-ils pas le paysage ? À juste titre, il relativise fortement l'opposition Sunnites-Chiites, d'abord construction de certains régimes sunnites (voir également *La Syrie de Bashar Al-Assad* de Souhaïl Belhadj, qui préfère insister sur l'alliance Alaouites - Sunnites).

Mais ce discours sur un hypothétique « axe chiite », à force d'être performatif, ne devient-il pas prophétie auto-réalisatrice ? Il se réjouit de la fin du culte du chef dans les nouveaux régimes arabes, avec un Morsi en retrait ou un Ghannouchi en arrière-plan. Mais cette mise au second plan du chef ne provient-elle pas d'abord d'un processus décisionnel et d'une sociologie du pouvoir désormais plus opaques, où la figure de proue n'est plus nécessairement le vrai décideur ?

On le suit parfaitement, ailleurs, sur le rôle de la jeunesse, la centralité jamais démentie de la question palestinienne, ou encore l'importance toute relative des réseaux sociaux dans les révolutions arabes, importance pourtant célébrée démesurément par la presse occidentale.

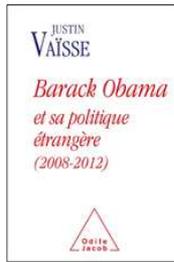
On apprécie particulièrement l'examen du système de politique étrangère mis en place par les Assad avec ses piliers, notamment la carte libanaise, la double alliance iranienne et russe, jusqu'à il y a peu l'argent du Golfe, et la démonstration vis-à-vis de l'Occident du caractère incontournable du régime baasiste (notons au passage que sur ces cinq éléments, trois – et peut-être trois et demi dans certaines capitales occidentales – restent d'actualité à l'été 2013).

Jean-Pierre Filiu est de ceux qui ont bien connu la Syrie et veulent l'aimer encore, ou l'aimer enfin. On lit, on apprend, on réagit, on partage : mission accomplie, une fois de plus.

Frédéric Charillon

Crédit photo: Fayard

Justin Vaïsse, *Barack Obama et sa politique étrangère – 2008-2012*, Odile Jacob, 288p



L'ouvrage de Justin Vaïsse, spécialiste français reconnu en poste à la Brookings Institution de Washington, se veut plus analytique et plus académique que la plupart des ouvrages sortis sur le même sujet outre-atlantique, comme en témoigne une bibliographie qui fait place davantage aux ouvrages qu'aux articles de presse ou aux blogs (comme chez Sanger). Même s'il reprend des éléments de l'ouvrage américain cité à plusieurs reprises, il va plus loin sur certains dossiers, notamment sur la gestion par le président Obama de l'enjeu israélo-palestinien, sur le pivot asiatique, sur la relation avec les BRICS

Le premier de ces enjeux est clairement vu par l'auteur comme un échec majeur : sous-estimant l'intransigeance et les dynamiques politiques israéliennes, le chef de l'exécutif a adopté une stratégie frontale et inquiété l'État hébreu par ses ouvertures au monde musulman. Le deuxième enjeu – le pivot – est lu comme la ligne directrice du premier mandat : Obama a fait entrer l'Amérique dans le XXI^e siècle, en la sortant de deux guerres ruineuses (Afghanistan et Irak) pour se consacrer à l'avenir. Le troisième enjeu – la relations avec les BRICS – fait l'objet d'une des analyses les plus originales du livre. Conscient de nouveaux équilibres mus par de nouveaux acteurs, Barack Obama a tendu la main aux grands émergents non occidentaux. Et il a buté sur un triple obstacle : bien que démocratiques, certains grands pays du Sud (Inde, Brésil, Indonésie, Turquie, Afrique du Sud...) demeurent anti-impérialistes et tiers-mondistes, rétifs à une coopération avec les États-Unis sur les grands dossiers. Ils demeurent par ailleurs « provincialistes », c'est-à-dire préoccupés d'abord par leur environnement géopolitique immédiat, et peu enclins à s'investir dans des problématiques globales. Enfin, leur libéralisme s'arrête là où commence la défense de leurs intérêts nationaux. Ils n'ont pas la même foi en les valeurs démocratiques-libérales que les États-Unis.

Au final, le travail de Justin Vaïsse a le mérite de s'engager sur plusieurs propositions de bilan.

Un bilan de la politique étrangère des États-Unis entre 2008 et 2012, d'abord. L'auteur y voit, dans sa conclusion, cinq succès et cinq échecs principaux.

Du côté des succès : premièrement- la victoire contre Al Qaïda (notamment avec la mort de Ben Laden) ; deuxièmement- une relation de puissance à puissance avec Pékin qui si elle n'est pas parfaite, est rationnelle et préserve le rang des États-Unis comme puissance du Pacifique ; troisièmement- une réponse aux printemps arabes qui a finalement placé les États-Unis du bon côté de l'Histoire ; quatrièmement- un lien renforcé avec les alliés traditionnels, en Europe et en Asie ; cinquièmement- un pivot bien amorcé.

Du côté des échecs : premièrement- un sentiment de déception dans le monde, où l'anti-américanisme a régressé, mais où les frilosités et reculs de l'administration (sur le climat, sur Guantanamo...) ont refroidi les attentes ; deuxièmement- le dossier israélo-palestinien, plus bloqué que jamais ; - l'échec de la main tendue aux *rogue states*, de l'Iran à la Corée du Nord ; 4- la gestion des grands problèmes globaux, pour laquelle Obama n'a pas trouvé de coalition mondiale ; 5- enfin la redéfinition de la puissance américaine, victime en grande partie de la crise économique.

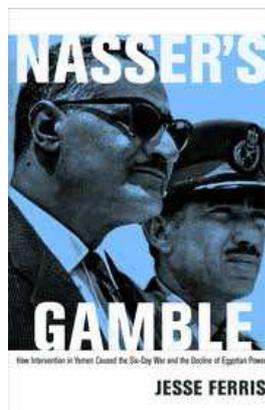
Bilan de la personnalité du président lui-même, enfin.

Justin Vaïsse articule son ouvrage en cinq grands temps, qui correspondent à autant de facettes du locataire de la Maison Blanche. Obama fut tour à tour- ou à la fois - celui qui a tourné la page désastreuse des années Bush, l'homme du pivot, le diplomate réaliste très à l'aise dans la *Realpolitik*, le libérateur des peuples arabes lors des printemps ; mais aussi « le terrible », qui a lancé la première cyber-attaque de grande ampleur (contre l'Iran) et multiplié les frappes de drones. Un portrait complet, qui prête forcément à la discussion, et donne à réfléchir.

Frédéric Charillon

Ouvrages reçus

Jesse Ferris, *Nasser's gamble-How intervention in Yemen caused the Six day war and the decline of Egyptian power*, Princeton University Press, 2012, 356p.



De l'utilité de l'histoire pour mieux comprendre l'actualité la plus brûlante : c'est ainsi qu'aurait pu être sous-titré ce remarquable essai rédigé par un jeune chercheur américano-israélien qui partage sa vie entre sa société High Tech et la recherche historique au sein de l'Université de Princeton et de l'Université hébraïque de Jérusalem. Sa thèse (primée aux États-Unis) est simple, mais parfaitement étayée : En intervenant militairement au Yémen en 1962 pour défaire les monarchies arabes et prendre le leadership du monde arabe, Gamal Abdel Nasser, le charismatique président égyptien, chantre du nationalisme arabe, a perdu sur tous les tableaux et a inversé le rapport de forces géopolitique au profit de l'Arabie saoudite et des pétromonarchies du Golfe. Bien pensée stratégiquement, l'expédition militaire égyptienne au profit du camp marxiste patine tactiquement et se solde par un fiasco (70 000 hommes engagés / 26 000 morts et disparus) qui pousse Nasser à la surenchère envers Israël (en 1967) pour tenter de reprendre la main vis-à-vis des opinions arabes. On connaît la suite

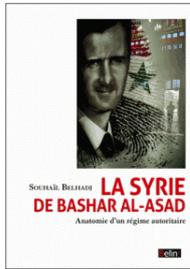
Pendant vingt ans, l'Arabie saoudite ostracisera le régime égyptien et s'imposera comme le chef de file des monarchies arabes face aux républiques laïques autoritaires, instituant une lutte idéologique et religieuse implacable à côté de laquelle la Guerre froide séparant les deux blocs fait figure d'aimable plaisanterie. Cette lutte, qui se manifeste alors (et toujours) par le soutien à la mouvance salafiste ou/et aux confréries proches des Frères musulmans, alimente un islamisme politique dont chacun a pu voir certaines facettes, des attentats du 11 Septembre 2001 jusqu'à la crise que traverse aujourd'hui le monde arabe. Ce n'est qu'à l'arrivée au pouvoir de Moubarak (1982) que l'Arabie saoudite modère son attitude et décide de soutenir financièrement le régime égyptien. Contre toute attente, l'arrivée au pouvoir du président Morsi (2012), issu des Frères musulmans et soutenu par les pétromonarchies, marque un retour à la situation ante, car celui-ci commet le crime de lèse majesté de soutenir la révolte populaire au Yémen contre les intérêts de l'Arabie saoudite. L'histoire est têtue et le Yémen demeure donc une pomme de discorde entre l'Égypte et l'Arabie saoudite, témoignant de l'affrontement de deux visions contradictoires du monde arabe. L'histoire n'en étant plus à un paradoxe près, l'Arabie saoudite s'est portée à la rescousse des militaires égyptiens (été 2013), pourtant nationalistes et méfiants vis-à-vis des Saoudiens, pour préserver un minimum de stabilité géostratégique dans la région. L'auteur ne s'aventure toutefois pas aussi loin, se contentant d'analyser en 7 chapitres chronologiques la fluctuation du jeu diplomatique égyptien, de 1962 à la fin de l'année 1967.

Sa contribution majeure consiste, d'une part, à décrypter les rouages de la complexe relation entre Le Caire et Moscou, et d'autre part, à démontrer que les changements d'alliances au Proche-Orient ne se font pas après la guerre des Six-Jours de juin 1967, comme l'historiographie classique se plaît à l'affirmer, mais bien dès 1965, lorsque les États-Unis, jugeant l'Égypte « irrécupérable », nouent une alliance stratégique avec Israël, alliance qui n'allait pas de soi au départ. L'ouvrage de Jesse Ferris, fondé sur l'analyse d'archives américaines, arabes, allemandes, israéliennes et russes, est également d'actualité dans le sens où il aborde la question des armes chimiques, montrant que l'Égypte et le camp marxiste yéménite n'ont pas hésité à les utiliser (tout particulièrement en 1966 et 1967), à la fois sur le champ de bataille ou en représailles contre des civils, faisant près de 1500 victimes au total, dans l'indifférence générale. Il démontre enfin que les grandes puissances ont toujours cherché à maintenir le *statu quo* dans la région, constat cynique qui pourrait utilement inspirer certains journalistes et commentateurs, à l'heure où la communauté internationale s'interroge pour régler, d'une manière ou d'une autre, la crise syrienne. Pour ne rien gâcher, cet ouvrage est illustré de caricatures amusantes extraites de la presse arabe de l'époque.

Au final, il s'agit là d'un livre de référence qui témoigne d'un bel académisme au meilleur sens du terme (index impressionnant, sources et bibliographie remarquables). Seul bémol, on aurait aimé une chronologie et quelques annexes présentant plus en détail les opérations militaires au Yémen et la composition du corps expéditionnaire égyptien.

Pierre Razoux

Souhaïl Belhadj, *La Syrie de Bashar Al-Assad. Anatomie d'un régime autoritaire*, Belin, 2013, 464p



Après un rappel historique fort bienvenu sur l'histoire de la Syrie, l'ouvrage de Souhaïl Belhadj nous offre la sociologie précise, documentée, empirique souvent, d'un régime autoritaire et de ses mécanismes. Rénovateur de l'autoritarisme plutôt que chantre de l'ouverture (comme on a pu le croire au moment du bien éphémère « Printemps de Damas » après 2000), Bashar reproduit les mêmes méthodes que son père jadis, avec sans doute moins de finesse et dans un contexte changé, mais avec la même brutalité. Alaouite, il construit néanmoins longtemps son pouvoir, comme son père, sur une alliance avec les sunnites.

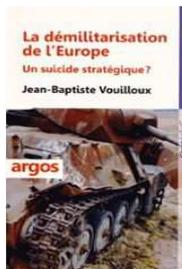
Après une première partie historique qui éclaire l'autoritarisme syrien comme émanation du conflit social, il revient sur la succession de 2000, démonte les mécanismes de prise de pouvoir par Bashar, et nous offre un bon chapitre 4 sur la politique étrangère (traitant essentiellement de la question libanaise). La deuxième moitié de l'ouvrage se fait plus sociologique, et descend en profondeur dans le fonctionnement du Parlement et de la gestion des problèmes sociaux.

Une excellente toile de fond pour analyser, en ces heures de guerre civiles, les limites du régime et les atouts qui lui restent.

Frédéric Charillon

Crédit photo: Belin

Jean-Baptiste Vouilloux, *La démantèlement de l'Europe. Un suicide stratégique ?*, Argos, 2013, 162p



Au départ de ce petit essai issu d'un auteur militaire, un constat : la baisse drastique des budgets de défense européens, notamment dans le sud et à l'est de l'Europe (-17% en Grèce, -19% en Roumanie, en 2011), et ce au moment même où le reste du monde continue de miser sur la puissance, voire accroît fortement les budgets. Pourquoi cette tendance à contre-courant ?

L'auteur émet plusieurs hypothèses. Le refus européen de la violence depuis les deux conflits mondiaux, la triple illusion d'une dissuasion nucléaire efficace, d'un bouclier américain, et d'une fin de l'histoire démocratique et pacificatrice, s'ajoutent à l'espoir (entretenu à Bruxelles) d'un *soft power* suffisant pour garantir la sécurité. La dévalorisation de l'esprit guerrier et du prestige militaire, sur le Vieux continent, viennent parachever ce tableau, alors même que l'environnement stratégique reste instable. Cette tendance n'est pas irréversible, et peut même se rattraper en réponse aux redéploiements américains en Asie. Jean-Baptiste Vouilloux n'est pas seul à faire le constat, et à s'en inquiéter.

Frédéric Charillon

Crédit photo: Argos

Robert Kagan, *L'ordre mondial américain. Les conséquences d'un déclin*, Nouveau monde éditions, 2012, 216p



Il faut lire Robert Kagan, important auteur néo-conservateur américain, à qui l'on doit notamment le célèbre *Of Paradise and Power* (qui nous apprenait en 2003 que l'Europe venait de Venus) pour mieux comprendre son influence outre-Atlantique.

Traduction de son récent *The World America Made* (titre plus conforme, d'ailleurs, au contenu de l'ouvrage), cet essai plaide sans surprise pour une Amérique indispensable.

Deux idées intéressantes dans ce plaidoyer. Sans la puissance américaine, bien d'autres États se comporteraient de façon plus agressive qu'ils ne le font aujourd'hui, contenus qu'ils sont par la crainte d'une réaction des États-Unis (on pense évidemment à la Chine, entre autres). Et estimer que l'on n'a plus besoin de celui qui a imposé la stabilité une fois celle-ci constatée, n'est pas une approche intelligente.

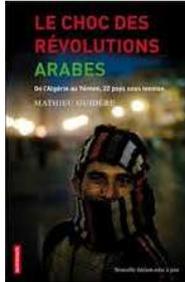
On peut le suivre sur ces deux pistes. Mais une hypothèse dangereuse est également martelée : c'est la force de l'Amérique qui attire, et non son *soft power*. C'est oublier un peu vite l'anti-américanisme des années 2000, auquel l'administration Obama a su mettre fin après deux guerres en Orient. Attribuant l'essentiel des « bonnes » réalisations aux États-Unis, balayant d'un revers de main l'action des alliés (l'opération en Libye de 2011 est attribuée à la seule Amérique, avec « certes » une participation française et britannique).

Le style Kagan agace, bien entendu, mais c'est là sa marque de fabrique. Sans la finesse d'un Zbigniew Brzezinski, sans l'érudition cynique d'un Henry Kissinger ni même l'esprit de provocation calculée d'un John Mearsheimer, le discours kaganien se lit en trois temps seulement : sans les Etats-Unis le monde serait pire aujourd'hui, le monde continue d'avoir besoin d'eux, et enfin ils ne sont pas en déclin, car irremplaçables. Simple, mais pour certains au moins, efficace.

Frédéric Charillon

Crédit photo: Nouveau monde éditions

Mathieu Guidère, *Le choc des révolutions arabes*, Autrement, 2012, 265p



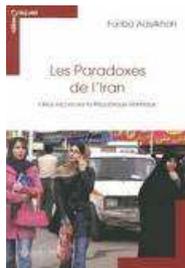
En vingt-deux fiches succinctes sur chacun des pays arabes, ce petit ouvrage nous récapitule la toile de fond qui a précédé les soulèvements arabes. On y trouve également, en début de texte, quelques considérations sur le rôle joué par internet, sur le dévoiement du concept de démocratie et sur la dérive culturaliste.

La typologie des armées arabes proposée à propos du cas algérien (p.41) est contestable ; mais plusieurs éclairages bienvenus parsèment également ce travail, notamment sur la relation entre le colonel Kadhafi et les Touaregs (p.123).

Frédéric Charillon

Crédit photo: Autrement

Fariba Adelhah, *Les paradoxes de l'Iran. Idées reçues sur la République islamique*, Le cavalier bleu, 2013, 240p.



« En Iran, la vie est austère ». « La condition féminine en Iran est déplorable ». « L'Iran est le trublion chiite du Moyen-Orient ». Autant de stéréotypes que l'on entend parfois lorsque le sujet de l'Iran est abordé, sans que l'on en cherche nécessairement les fondements et souvent au détriment d'une réalité plus complexe. C'est cette complexité de l'Iran que l'auteur, Fariba Adelhah, directrice de recherche à Sciences-Po/CERI, tente d'expliquer. En prenant les idées reçues une par une, cette iranienne de naissance va au-delà des clichés et analyse l'Iran comme un pays ordinaire, grâce à une observation fine des pratiques sociales des Iraniens.

On y apprend par exemple que la vie culturelle en Iran est très dynamique entre concerts, pièces de théâtre et autres expositions, que la sexualité est régulièrement débattue sur la scène politique ou encore que les femmes sont plus nombreuses à entrer à l'université que les hommes. Cependant, bien que la forme du livre soit assez « simple », l'auteur traite le sujet en profondeur et le fond peut parfois paraître compliqué pour un public de non-initiés.

Grégoire Romatet

Crédit photo:Le Cavalier bleu

Donald Cuccioletta, *Où vont les États-Unis ? Espoirs et clivages d'une société en crise et d'un Empire déclinant*, M éditeur, 2013, 168p



L'auteur, Donald Cuccioletta est historien, membre de l'observatoire des États-Unis à UQAM, chargé de cours à l'Université du Québec en Outaouais et ancien professeur à la State University de New York. Il a consacré une grande partie de sa carrière à observer les fondements et l'évolution de la société américaine dans ses différents aspects : politiques, sociaux et culturels.

Cet ouvrage énumère les défis titanesques que les États-Unis, profondément marqués par la crise de 2007, vont devoir relever au cours des prochaines décennies. Il adopte un format pédagogique en s'appuyant sur divers documents (graphiques, cartes, images, etc.) qui viennent étayer le texte. Ceci en fait une analyse accessible à tous, bien que les arguments puissent paraître quelque peu superficiels.

Donald Cuccioletta ne cache ni ses idées politiques, ni son parti pris. Il dénonce ce qu'il appelle « l'odeur de fascisme » qui émane du Tea party, même s'il distingue bien ces deux idéologies. La politique et l'économie actuelles des Etats-Unis sont analysées à travers le prisme de l'histoire politique du pays.

Qu'en est-il du rêve américain et de l'hégémonie de cette puissance ? Si l'espoir renaissait avec l'élection de Barack H. Obama en 2008, qu'en est-il aujourd'hui ?

L'auteur fait l'amer constat d'un pays frappé par le chômage, le sous-emploi, l'insécurité grandissante là où on ne l'attend pas, l'augmentation de la dette intérieure, la « déperdition » du système éducatif... Est également démontrée la place décroissante qu'occupe le pays sur la scène internationale et l'impact budgétaire des échecs que furent les plus récentes tentatives d'impérialisme, selon l'auteur.

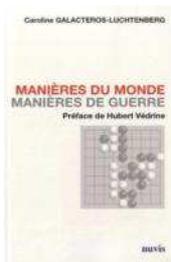
En conséquence évidente de cet état de fait, les extrémismes, les lobbys, les sectes et le populisme de droite gagnent du terrain à grande vitesse. Il s'interroge sur la manière de « *restructurer cette suprématie et lui donner un nouvel élan* ». Il s'avère qu'il ne propose pas de réelle solution, même s'il esquisse le schéma d'un *New Deal* contemporain en accord avec les enjeux actuels des États-Unis. Il encourage le développement d'une véritable « gauche américaine » hors bipartisme.

Après la crise du modèle capitaliste occidental, essence même des États-Unis, Donald Cuccioletta pense ce pays, qui ne cesse de le « surprendre », capable de se réinventer à long terme.

Mathilde Boutaricq

Crédit photo: M éditeur

Caroline Galacteros-Luctenberg, *Manières du monde. Manières de guerre*, Nuvis, 2013, 146p



En préface, Hubert Védrine affirme l'originalité de ce livre. L'auteure en effet expose la postmodernité sous un angle inédit

Elle estime que du comportement de l'Homme postmoderne découle les modes de projections de puissance et d'influence, la définition de l'ennemi, et les choix stratégiques (doctrine et matériels employés sur le champ de bataille) opérés par l'État.

L'auteure dépeint un homme en proie à de multiples contradictions (seul et connecté, égoïste, tolérant et moralisateur vindicatif *etc.*); et ce, longuement pour donner plus d'envergure à ce constat, et présenter comme inéluctable la baisse de la légitimité résiduelle des projections de puissance et d'influence.

Autre constat, en matière d'intervention, le surclassement moral (culminant avec la responsabilité de protéger et la diplomatie des droits de l'homme) et technologique (la plus évidente illustration étant la numérisation et robotisation du champ de bataille) des États occidentaux. Elle renvoie aux, les États-Unis, et tout particulièrement, évidemment, la guerre en Irak des années 2000, leur lutte contre le terrorisme pour démontrer leur pathologie de la surpuissance, leur dérive technicienne et *in fine* juger leur efficacité militaire.

Finalement, il nous semble que l'auteure a voulu alerter de la dérive d'une « *déréalisation du monde* ». Une dérive dont l'Occident pourrait s'écarter grâce à la « *redécouverte des forces immanentes de l'homme une réhabilitation de l'exigence éthique* » : un « *nouvel absolu* » dont elle promet de développer les axes dans un prochain ouvrage.

Audrey Audusseau

Crédit photo: Nuvis

Francis Fukuyama, *Le début de l'histoire-Des origines de la politique à nos jours*, Saint Simon, 2013, 463p



Francis Fukuyama récidive. Il veut, cette fois, retracer l'histoire en commençant par le début. Il n'est pas question de forme de gouvernement mais de construction étatique: il estime que l'émergence des institutions politiques, et essentiellement l'Etat (dont les piliers sont la capacité de coercition, l'autorité de la loi, la responsabilité des gouvernants à l'égard des gouvernés) inévitable.

Afin d'étayer, et surtout consolider sa thèse il mobilise tout à la fois l'histoire et la philosophie politique, l'anthropologie, la biologie et opte pour une méthode étonnante de généralisation et comparaison de nations sans considération de période.

De cette méthode il tire les enseignements suivants : l'Etat constitue la dernière phase du regroupement des individus, pour autant que les individus y soient biologiquement et culturellement déterminés. Plus encore, ce qu'il nous invite à retenir c'est que « *l'intégration des sociétés dans le monde produit ipso facto une transformation politique* » et que l'importation des institutions est impossible ; ce d'autant plus que les institutions exemplaires-celles des Etats occidentaux- traversent une phase de déclin. Il termine pressant pour une adaptation de ces institutions et invitait à garder un oeil sur les institutions chinoises.

Audrey Audusseau

Crédit photo: Saint Simon

Olivier Terrien. *An electronic Art of War in 36 stratagems*, Je publie, 2013, 239p



Nouvel ouvrage s'inscrivant dans la (sur)valorisation actuelle des traités de stratégie chinoise, *An electronic Art of War in 36 stratagems* se révèle léger et sobre ; l'auteur ayant prévenu qu'il ne s'agissait que d'un ouvrage de sensibilisation.

S'appropriant un traité moins connu que celui de *L'Art de la guerre* de Sun Tzé, pourtant classique, cette réappropriation du *Traité des 36 Stratégèmes* doit convaincre le lecteur de l'influence de l'électronique dans l'Histoire. L'ouvrage est ainsi conçu de manière à « *comprendre aujourd'hui et envisager demain en (re)découvrant hier* » : chaque stratagème, brièvement réintroduit dans son contexte, est illustré par un exemple moderne (entendons de la première guerre mondiale à la guerre du Golfe).

Audrey Audusseau

Crédit photo: Je publie

Andrew Mumford, *Proxy warfare*, Wiley, 2013, 180p



Andrew Mumford nous livre avec *Proxy Warfare* une analyse fine et synthétique de la guerre par procuration depuis le début de la Guerre froide jusqu'à nos jours. L'auteur examine ainsi les différents aspects de ce phénomène afin d'en donner une définition la plus juste possible : quels sont les avantages d'une guerre par procuration pour les acteurs ? Qui s'engage dans ce type de guerre ? Comment ces guerres sont-elles menées ? Mumford est loin de se contenter d'une approche trop restrictive des guerres par procuration qui les considère comme issues d'une typologie uniquement associée à la Guerre froide. Il montre ainsi la récurrence et la pérennité de ces guerres à travers différents cas d'études, et s'appuie notamment sur des événements récents tels que le printemps arabe et la crise syrienne afin de démontrer que la guerre par procuration demeure l'une des caractéristiques majeures des relations internationales contemporaines.

Cet ouvrage contribue largement à la compréhension de la guerre par procuration qui est un phénomène peu abordé dans la littérature académique mais qui pourtant, constitue un élément clé des conflits modernes.

Florence Vu Van

Crédit photo: Polity books

La Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (DMPA) a collaboré avec plusieurs maisons d'édition (Albin Michel, Perrin, Tallandier), notamment dans le cadre d'un cycle commémoratif mis en œuvre cette année pour le 70^{ème} anniversaire des combats de la Résistance de l'année 1943. De cette collaboration, quatre ouvrages paraissent. À l'appui de témoignages, photographies, discours et documents divers, ces ouvrages proposent des clefs de compréhension de la Résistance, des résistants de toute l'Europe, de la France Libre et des personnalités de Jean Moulin et du Général de Gaulle. De beaux ouvrages, complémentaires, à la portée d'un public passionné ou non.

Christine Levisse-Touzé, Dominique Veillon, *Jean Moulin. Artiste, préfet, résistant*, Tallandier, DMPA, 2013, 191p

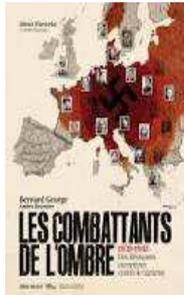


Un Jean Moulin intime nous est révélé annonce la quatrième de couverture. Les clichés inédits, sa correspondance privée, aident à percer cette figure du héros par excellence pour nombre de français et masquent l'effet biographique apporté par les auteurs.

Il est vrai que de Jean Moulin, nous ne connaissons guère que son engagement dans la Résistance, auquel sont réservés les deux derniers chapitres de l'ouvrage. Les trois autres sont consacrés à sa jeunesse et sa carrière. L'on y comprend son attachement au Languedoc, comment il se forge une « *âme de pacifiste* », sa passion pour la République ; l'on y découvre son talent (le dessin, encre et aquarelles).

Crédit photo: Tallandier

Bernard George, Ambre Rouvière, *Les combattants de l'ombre, 1939-1945, des résistants européens contre le nazisme*, Albin Michel, Arte Editions, DMPA, 2013, 271p



Rarement une telle perspective sur la Résistance a-t-elle été offerte. Un conseiller historique, une historienne et un réalisateur de documentaires ont réuni leurs connaissances afin de présenter « *une vision d'ensemble des Résistances au sein de l'Europe* ».

Dans cette perspective, plutôt que de se lancer dans un exposé de la Résistance, exposé illustré et corroboré ou alimenté par des témoignages, ils ont voulu placer les témoignages au cœur de l'ouvrage (Cinquante résistants de quinze nationalités différentes).

Cet espace de parole, agrémenté parfois d'un bref rappel du contexte, est très richement et diversement illustré (figurent des scènes de bataille, de la vie quotidienne, dans les camps de concentration) devient tout autant récit de la vie pendant la guerre que de leur combat. L'ouvrage se clôt sur un épilogue, le devenir des rêves de la Résistance.

Crédit photo: Albin Michel

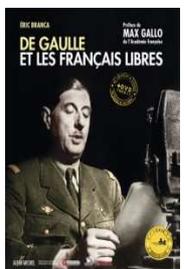
Jean-Pierre Guéno, *De Gaulle à Londres. Le soufflé de la liberté*, Perrin, 2013, 143p



En dépit du titre, l'auteur adopte une perspective plus large pour révéler la manière dont le général De Gaulle a insufflé la liberté. Progressant de mai 1940 à juin 1943, le lecteur découvre comment a germé son appel, comme le soutien de ses proches et son exil en Grande-Bretagne ont scellé son engagement à la résistance. Il le découvre simplement par une mise en images des fragments de discours du Général de Gaulle ou de ses *Mémoires de guerre* et par des extraits de monographies.

Crédit photo: Perrin

Eric Branca, *De Gaulle et les français libres*, Albin Michel, 2010, 271p



Soutenu par une importante iconographie, cet ouvrage decline nombre de témoignages ou extraits de discours pour décrire la France Libre. Cependant, à la différence celui-ci évoqué ci-dessus, un effort de mise en récit est mené à la manière du style télégraphique. L'ouvrage s'ouvre sur la démonstration de la « *légitimité d'un rebelle* » (De Gaulle) et progresse vers celle de l'augmentation et de la variété des rebelles. À cet égard, l'on découvre ou redécouvre des résistants et structures de résistance, comme le BCRA, les effectifs des Forces françaises libres (le Bataillon des guitaristes) des lieux de combats (bataille de l'Atlantique, le serment de Koufra, Bir-Hakeim, fronts libanais et syrien).

Audrey Audusseau

Crédit photo: Albin Michel

Nouveau Monde éditions a, également consacré ces derniers mois divers ouvrages au général de Gaulle.

Constantin MELNIK, *De Gaulle, les services secrets et l'Algérie*, Nouveau Monde éditions, 2012, 590p



« *Les clés du pouvoir étaient dans la boîte à gants* » ironise Constantin Melnik avec cette citation de Frédéric Dard. Après *1000 jours à Matignon, Raisons d'État sous de Gaulle, Guerre d'Algérie (1959-1962)*, Constantin Melnik revient sur trois années de secrets d'État et sur son expérience de conseiller pour la sécurité et le renseignement à Matignon de 1959 à 1962. Il livre un regard désabusé du pouvoir et de l'État. Plus qu'un acteur institutionnel, Constantin Melnik se qualifie « *d'auteur* » des faits, conscient de la partialité inhérente à sa proximité avec le sujet. À partir de ce constat, deux historiens, Olivier Forcade et Sébastien Laurent, analysent sans concession le récit de Melnik. Le premier, dans une relecture technique de ses écrits, à la lumière des archives de Michel Debré ; le second, dans un entretien, confrontant l'auteur à de récents travaux universitaires.

« *Chef d'orchestre clandestin* » à Matignon, c'est ainsi que se présente Constantin Melnik à son lecteur, « *vice Premier ministre* » ou « *commandant en chef* », c'est ainsi que le surnomme la presse de l'époque. Selon lui, l'ordre qui reigné dans le gouvernement français pendant la lutte contre le FLN et l'OAS n'est qu'apparent. C'est cette contradiction qu'il veut éclairer. Il fait état d'un pouvoir désordonné, auquel lui-même prend part, outrepassant parfois ses fonctions et faisant de l'ombre au Premier ministre. Il présente ce dernier comme dépassé par les situations de crise. Le général de Gaulle, quant à lui, n'a que faire des renseignements modernes et du SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage). Constantin Melnik prend alors le rôle de coordinateur, dans l'ombre. Ni admiration, ni fascination pour ceux que l'on reconnaît comme de grands hommes n'émanent de ce récit. C'est un pouvoir qualifié de « quelconque », détenu par des hommes « banals », dans des situations, qui elles, sont exceptionnelles. C'est précisément cette volonté de dérouter qui fait de l'Histoire inconnue un récit stupéfiant et romanesque.

Selon Constant Melnik, les événements les plus marquants tels que l'auteur rédigeant la charte des écoutes téléphoniques, André Malraux recommandant de bombarder Alger, la chasse aux trafiquants d'armes, l'attente du putsch d'avril 1961 par les gaullistes, les bévues du service Action ou encore les infiltrations du FLN par le SDECE sont à analyser comme une « *autopsie du pouvoir gaullien* ». Les dessous de Matignon et des renseignements seraient-ils symptomatiques d'une gestion douteuse du conflit algérien ?

Mathilde Boutaricq

Crédit photo: Nouveau Monde éditions

Paul-Marie de la Gorce, *Charles de Gaulle*, Tome 1 (1890-1945), Nouveau monde éditions, 849p

Paul-Marie de la Gorce, *Charles de Gaulle*, Tome 2 (1945-1970), Nouveau monde éditions, 2013, 759p



C'est une maîtrise parfaite de son sujet que livre Paul-Marie de la Gorce à son lecteur. Spécialiste des questions diplomatiques du XX^{ème} siècle, il analyse l'histoire d'un grand homme intrinsèquement liée à celle de son pays. Le grand historien du général de Gaulle raconte avec émotion, admiration et respect l'extraordinaire vie de celui qui a guidé l'orientation politique de la France dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette biographie est l'aboutissement d'une vie entière de collecte et d'analyse d'informations, d'anecdotes, d'entretiens, de documents historiques, etc.

L'auteur a réalisé trente ans auparavant une première biographie du général. Cette seconde biographie n'est en aucun cas la reprise de la première version augmentée de quelques chapitres, mais bien une analyse neuve et unique de la vie et de la personne du chef de la France Libre. Il s'agit là d'un véritable travail d'historien, très documenté et réalisé à la lumière des dernières sources déclassifiées. L'emprunte non négligeable de l'auteur est celle d'un homme du siècle engagé aux côtés du général de Gaulle et partisan de ses décisions les plus importantes. Ce point de vue spécifique et privilégié, Paul-Marie de la Gorce le revendiquait, et une fois le lecteur averti, c'est précisément ce facteur qui donne toute son ampleur et sa valeur ajoutée à cette œuvre.



Mathilde Boutaricq

Crédit photo: Nouveau monde éditions

Actualité de l'IRSEM

Remerciements

Plusieurs membres de l'IRSEM ont quitté l'institut cet été pour d'autres affectations. Nous les remercions vivement pour leur contribution à l'activité de l'IRSEM :

- Frédéric Ramel, directeur scientifique, qui a guidé, nourri et encouragé la « relève stratégique » – les jeunes chercheurs soutenus par l'IRSEM – qui forment désormais un vivier d'environ 150 chercheurs dont une quarantaine de docteurs dans différentes disciplines. F. Ramel a aussi fortement contribué à construire et à développer la crédibilité de la recherche résidente, en croisant les disciplines et s'impliquant très fortement dans les productions ;
- Guillaume Pichard, chef du Bureau des Aides doctorales, qui a eu un rôle majeur dans la mise en œuvre du soutien aux jeunes chercheurs, en termes d'allocations de bourses, d'organisation de séminaires dédiés et même de soutien personnel si précieux pour des chercheurs parfois en situation isolée ;
- Diane de Laubadère, qui a développé la valorisation des travaux de recherche, contribué à faire connaître l'Institut et à l'insérer dans le paysage académique et médiatique en particulier, imaginé et créé les premiers outils de communication ;
- Le colonel (air) Jean-Luc Lefebvre, chercheur dans le domaine aéronautique et spatial, qui avait déjà quitté l'IRSEM au printemps dernier,
- Jacques Souhier, inlassable webmestre, qui a vu sa charge de travail monter proportionnellement à la production croissante de l'Institut, créé et animé le site Facebook de l'IRSEM et posé les bases de l'architecture du futur site web de l'IRSEM, dans le cadre de la refonte de celui du ministère de la défense.

À tous, nous souhaitons le plus grand succès dans leurs entreprises, en les remerciant très vivement pour leur énergie, leur savoir-faire et leur esprit d'équipe qui, dans le petit quotidien, font les grands projets.

Dernièrement à l'IRSEM

❖ Débat « Enjeux passés et actuels du conflit en mer de Chine méridionale / mer orientale », le 2 septembre



Dr Nguyen Nha déployant une carte vietnamienne qui date de 1838

Le 2 septembre 2013, jour de la fête nationale du Vietnam, l'Irsem accueillait un débat sans public co-organisé par Bang Tran, président de l'association X-Vietnam, et Pierre Journoud, chargé d'études à l'Irsem, sur le conflit maritime en mer de Chine méridionale / mer de l'Est. Cette rencontre informelle, motivée par le passage à Paris du docteur Nguyen Nha, spécialiste vietnamien de ce conflit, a réuni une douzaine de participants français et vietnamiens, experts du ministère de la Défense, universitaires, et représentants d'associations franco-vietnamiennes engagés dans la promotion des questions stratégiques au sein de la société civile.

Participant des efforts de son gouvernement pour mobiliser l'opinion internationale et fortifier la position vietnamienne dans le différend qui l'oppose – notamment – à la RPC, le Dr. Nha a brossé l'historique du conflit en rappelant les différentes étapes de l'affirmation du contrôle chinois sur les Paracels et les Spratleys, et les tentatives de résistance du colonisateur français, dans les années 1930-1940, puis des Vietnamiens à partir de la deuxième moitié des années 1950.

Le débat qui a suivi cette présentation s'est focalisé sur les dernières évolutions du conflit : les avantages mais aussi les inconvénients de son internationalisation ; le rapprochement du Vietnam avec les États-Unis et les Philippines, et son impact sur la Chine ; la possible dissociation dans la stratégie vietnamienne entre les Paracels, contrôlés en totalité par les Chinois, et les Spratleys, où les Vietnamiens conservent une présence importante ; la position française dans le conflit ; le récent assouplissement de la position chinoise en faveur d'une approche plus respectueuse du multilatéralisme et, en particulier, du projet de Code de conduite en mer de Chine méridionale, *etc.*

Les participants se sont félicités de la liberté et de la convivialité des échanges, tout en appelant de leurs vœux leur poursuite et leur approfondissement.

❖ Université stratégique de l'IRSEM, le 12 septembre



*Bénédicte Tratznek,
Doctorante rattachée à
l'IRSEM*

L'Université stratégique de l'IRSEM, qui constitue l'université d'été des jeunes chercheurs soutenus par l'IRSEM, s'est déroulée les 12 et 13 septembre 2013 à l'École militaire. Les professeurs Jean Joana, de l'Université de Montpellier 1, et Anthony King, de l'Université d'Exeter, ont magnifiquement partagé leur vision de la sociologie militaire et des évolutions en cours, liées en particulier aux changements technologiques.

Un partage d'expérience a eu lieu en matière de méthodologie (outils numériques et cartographie) et d'insertion professionnelle des docteurs. À l'issue de la période de soutien financier de l'IRSEM, plusieurs jeunes chercheurs ont ainsi tiré, avec une grande franchise, les enseignements de leur expérience de transition vers des organismes publics français et internationaux, des *think-tanks* privés et des industries de défense.

Des groupes de travail spécialisés ont complété ces journées qui s'adressent désormais à un vivier d'environ 150 jeunes chercheurs, soutenus et suivis par l'IRSEM depuis sa création.

❖ Symposium Cyberdéfense, le 18 septembre



*Aude-Emmanuelle
Fleurant, Directrice du
domaine Armement et
économie de défense
de l'IRSEM*

Conjointement avec la Délégation aux affaires stratégiques et le Réseau cybercitoyen, l'IRSEM a organisé le premier symposium académique national de recherche en cyberdéfense, sur invitations le 18 septembre à l'École militaire.

L'objectif était de réunir les grands acteurs publics et privés de la cyberdéfense française afin d'échanger sur les missions, les besoins humains et techniques et les principaux axes de développement.

Le contre-amiral Arnaud Coustillière, officier général « cyberdéfense » à l'état-major des armées, y a notamment souligné l'importance du développement d'une doctrine et d'une base industrielle nationale forte. Ce premier contact formel appelle de nombreux développements sous les différents aspects de la cyberdéfense, en particulier, stratégique, géopolitique, juridique et sociologique.



*Christian Daviot,
chargé de mission
Stratégie à l'Agence
nationale de la
sécurité des
systèmes
d'information
(ANSSI)*

❖ **Visite de Leo Michel et de James J. Przystup de l'INSS (Institute for National Strategic Studies), le 19 septembre**



Leo Michel

Leo Michel est chercheur émérite à l'INSS, en charge des questions de défense et de sécurité transatlantiques ; il est en particulier spécialisé sur les questions de défense françaises. Il a travaillé 17 ans au Pentagone, où il a notamment été directeur de la politique de l'OTAN.

James J. Przystup est professeur et chercheur émérite à l'INSS. Spécialiste de l'Asie, il a été auparavant responsable au département d'État de la planification politique pour l'Asie de l'Est et du Pacifique, et directeur des stratégies de sécurité régionale au cabinet du ministère de la Défense.

Leo Michel et James J. Przystup étaient accompagnés de Caroline Gorse-Combalat de l'ambassade des États-Unis à Paris.

Leur visite à l'IRSEM s'est inscrite dans le cadre d'une mission pour le Pentagone, destinée à évaluer la perception par la France et l'Europe du « rebalancing » (rééquilibrage) de la politique extérieure des États-Unis vers l'Asie Pacifique (ou « pivot »). Les discussions ont porté sur la vision stratégique de cette région et la comparaison des perceptions de chaque côté de l'Atlantique sur les plans économique, diplomatique et militaire. Cette réunion a rassemblé des chercheurs de l'IRSEM et deux chercheurs extérieurs (EUISS, CERI), spécialistes des États-Unis, de l'Asie et de la relation Europe-Asie.

❖ **Colloque « Quelles stratégies face aux mutations de l'économie de défense mondiale ? », le 20 septembre**



Hélène Masson, maître de recherche à la FRS, animatrice de la table ronde « Contrôler moins pour contrôler mieux? Dilemmes en France et aux États-Unis » avec, de gauche à droite, Hugo Meijer, Samuel B.H. Faure et Lucie Béraud-Sudreau.

Le vendredi 20 septembre dernier s'est tenu le premier colloque du groupe de jeunes chercheurs et chercheuses associés-es au domaine d'études armement et économie de défense de l'Irsem.

Au cours de cet événement, les dynamiques provoquées par les transformations de l'économie de défense ont été abordées sous l'angle des approches adoptées par les États et par les industries. Des enjeux majeurs pour la défense française, tels que le contrôle des exportations en Europe et aux États-Unis, l'internationalisation et la diversification de l'industrie de défense, la structuration du marché de la cyberdéfense, ou encore la nécessité de l'innovation sous toutes ses formes dans le domaine militaire, ont été discutés.

L'activité, dont l'objectif était de présenter et de valoriser les travaux menés par de jeunes chercheurs auprès de la communauté de défense et de sécurité française, a réuni plus de 75 personnes provenant de l'industrie, de la communauté académique et des divers organismes de l'Etat. Le colloque a permis de montrer la richesse offerte par la recherche réalisée par la relève stratégique ainsi que par le croisement des disciplines dans l'analyse des dossiers complexes liés à l'économie et à l'industrie de défense.

Nos chercheurs

❖ Interventions dans les medias

- **Maya Kandel dans Vosges Matin, le 9 septembre**

Interrogée à propos du prochain vote du Congrès américain sur une intervention militaire en Syrie.

Lien vers l'article <http://www.vosgesmatin.fr/actualite/2013/09/09/syrie-le-congres-americain-a-la-cl>

- **Pierre Razoux, dans Le Parisien, le 24 août**

Interrogé sur les modes éventuels d'intervention des Occidentaux en Syrie.

Lien vers l'article: <http://www.leparisien.fr/espace-premium/actu/syrie-les-occidentaux-toujours-impuissants-24-08-2013-3075907.php>

- **Pierre Razoux, dans En direct de Médiapart, le 27 septembre**

Participation au Grand débat consacré à la diplomatie française envers l'Iran et la Syrie.

❖ Participations à des manifestations

- **Le colonel Noulens, directeur d'une formation de stagiaires de l'École de guerre, les 9-13 septembre**



Le colonel Thierry Noulens de l'IRSEM a dirigé une « étude historique sur le terrain » dans les Ardennes françaises, au profit des stagiaires de l'armée de Terre de l'École de guerre, afin d'y étudier les combats du mois de mai 1940.

La recherche stratégique apporte ainsi son concours à l'enseignement militaire supérieur pour amener les officiers, à partir d'un cas concret, à réfléchir aux problèmes posés par le passage de la pensée à l'action, de la théorie à la pratique, de la conception des opérations à leur conduite, et à la place qu'occupe la prise de décision dans ce processus.

- **Michèle Battesti, le 27 septembre, intervenante au colloque-gigone "Guerre et littérature"**

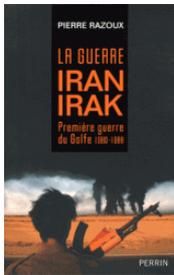
À l'honneur pour le dernier volet du colloque-gigogne, organisée le 27 septembre par le Professeur Jacques Fremeaux et Martin Motte, à la Maison de la Recherche, à Paris; l'étude des expressions littéraires de la guerre. De cette étude se concentrant sur des exemples significatifs courant du Moyen-Age à nos jours, Michèle Battesti se concentrera sur la guerre et la peur en littérature.

- **Pierre Journoud, les 26 et 29 septembre, intervenant au colloque "Vietnam 1963"**

Dans le cadre de sa conférence annuelle, The Vietnam Center and Archive propose, de porter un regard nouveau sur les événements de la guerre du Vietnam, en se concentrant exclusivement sur ceux de l'année 1963. Un regard nouveau puisque cette conférence sera l'occasion de promouvoir les recherches récemment menées. Viendront exposer leurs recherches des spécialistes de l'histoire du Vietnam, de la politique étrangère américaine, de la guerre froide. Pierre Journoud, interviendra ; il proposera une analyse de la diplomatie française

❖ Parutions

- De Pierre Razoux, *La Guerre Iran-Irak. Première guerre du Golfe 1980-1988*, Perrin, 2013, 604p



Pierre Razoux offre un éclairage minutieux de la Première Guerre du Golfe, fruit d'un fastidieux travail de documentation. Bien plus que l'exposé de la décision d'entrer en guerre de Saddam Hussein, des batailles aux batailles – au jour le jour - illustrées de cartes, il propose une analyse des diplomaties française et américaine, des réactions arabes, une explication au déclenchement de la guerre, établit la connection avec des événements tels que l'Irangate, Gordji, s'autorise un aparté sur les enfants-soldats, une explication au déclenchement de la guerre, et entrevoit des enseignements militaires et politiques, potentiellement transposables aujourd'hui.

De plus, il livre des annexes copieuses et rigoureuses, et ce, de manière à mieux encore saisir l'état des forces engagées (irakiennes, iraniennes et internationales) et le coût de la guerre (y compris évidemment humain) et l'impact de la rente pétrolière.

À noter les échos de cette parution dans la presse et notamment dans Le Monde du 27 septembre 2013, ainsi qu'un article que lui a consacré Médiapart le 2 octobre dernier :

« Le dernier livre de Pierre Razoux, directeur de recherche à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem), La Guerre Iran-Irak, première guerre du Golfe 1980-1988, vient combler ce vide en nous plongeant dans les horreurs de cette boucherie. »

Gaïdz Minassian, journaliste au Monde

http://www.lemonde.fr/idees/article/2013/09/17/la-sale-guerre-iran-irak_3479185_3232.html#

« Récits de batailles, descriptions des rivalités et des principaux enjeux géopolitiques, détails des ventes d'armes, portraits des dirigeants politiques grâce l'examen de documents inédits – comme les enregistrements saisis par les Américains en 2003 dans les palais de Saddam Hussein –, l'ouvrage de Pierre Razoux est l'aboutissement d'un travail de dix ans, une lecture indispensable pour comprendre les rapports de force complexes actuellement à l'œuvre à Washington, Moscou et Téhéran. »

Pierre Puchot, journaliste à Médiapart

<http://www.mediapart.fr/article/offert/ef85ff2f9bc802bb8a2a3c5c55a7c4bc>

- Sous la direction de Frédéric Charillon et Alain Dieckhoff, avec notamment la collaboration de Flavien Bourrat et Clément Therme, *Afrique du Nord, Moyen-Orient 2013-2014. La double recomposition*, La Documentation française, 2013.



Cette nouvelle édition de Mondes émergents, mélangeant monographies et analyses transverses, tend à percer « l'énigme de science politique » que constitue} cles révolutions arabes.

Ainsi est dévoilée la réalité du pouvoir égyptien, retracée l'évolution politique en Afrique du Nord, révélée l'étendue des flux migratoires depuis le début des révolutions arabes. Sont également portés à l'analyse l'impact régional du scrutin israélien, la politique étrangère du Qatar, la probabilité d'un printemps en Iran et d'une *intifada* sociale en Palestine.

De ces perspectives est tiré le bilan suivant : derrière l'apparente stabilité, une double recomposition est à l'oeuvre, recomposition des scènes politiques nationales et recomposition régionale.

Prochainement avec l'IRSEM

Colloque international Les stratégies du smart power américain. Redéfinir le leadership dans un monde post-américain



L'IRSEM organise, en collaboration avec l'Université de Poitiers, un colloque international sur la stratégie des États-Unis, à Poitiers les 10 et 11 octobre 2013.

Les ateliers, sur deux jours, porteront sur le concept de *smart power*, la politique étrangère et la politique de défense des États-Unis, les enjeux économiques, le pivot vers l'Asie, la diplomatie publique, les acteurs non-étatiques, *etc.* Ils réuniront des experts français, américains et canadiens.

Ces ateliers auront pour but de dresser un panorama des théories, des stratégies et de lieux géo-stratégiques où le *smart power* américain s'élabore et s'exerce pour permettre une analyse des nouveaux moyens et des nouvelles ambitions de la puissance américaine, en particulier en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique mais aussi vis-à-vis des puissances voisines (Amérique latine, Canada) ou alliées (Europe, OTAN).

Programme complet en ligne : http://mimmoc.labo.univ-poitiers.fr/sites/mimmoc.labo.univ-poitiers.fr/IMG/pdf/Progcolloq_smart_power2.pdf

Argumentaire scientifique en ligne : <http://mimmoc.labo.univ-poitiers.fr/spip.php?article87&lang=fr>

I nformations

- ❖ Le CIDAN (Association Civisme Défense Armée Nation) organise, pour la troisième année consécutive, le Prix européen « *Civisme, Sécurité et Défense* » sous le Haut Patronage du Conseil européen et de la Représentation de l'Union européenne en France.

Ce prix est destiné à récompenser des actions remarquables en faveur du développement du civisme européen et de la « *Conscience européenne de sécurité et défense* », définie comme le volet civique de la politique de sécurité et de défense commune.

Informations et modalités consultables sur <http://www.cidan.org>; <http://www.prizing-eurocitsecdef.eu>.

- ❖ La rédaction de la Lettre appelle l'attention de ses lecteurs sur la Lettre n°5 – 2013 , parue en juillet dernier, qui présentait un « Dossier spécial Ouvrages reçus » pour partir en vacances avec quelques livres choisis.

Ce dossier demeure toujours consultable sur notre site à l'adresse :

<http://www.defense.gouv.fr/irsem/publications/lettre-de-l-irsem/lettres-de-l-irsem-2013/lettre-de-l-irsem-n-5-2013/lettre-de-l-irsem-n-5-20132>